

# le Coquelicot

n°37

BIMESTRIEL  
février  
2003



# 37,5 toute la journée!

## moyen-orient

*Terre promise*



## train d'enfer



*Industries à risques*

## des femmes



*Rompre le silence*

## racolage actif



*Police partout*



toulouse

ÇA M'ÉNERVE...

# Nouvelle cuisine



● Sous les carottes ultralibérales et sécuritaires que depuis longtemps déjà la gauche plurielle a mis à cuire, la droite de proximité pousse les feux. L'eau qu'à intervalles réguliers le « mouvement social » verse dans les casseroles ralentit peut-être la cuisson, mais ne l'arrête pas, et les carottes finiront sous peu par attacher au fond des gamelles... Ceci n'est pas nouveau. Depuis trop longtemps nous nous battons dos au mur pour seulement retarder la marche en avant vers une sorte de XXI<sup>e</sup> siècle high-tech. Pas de conquêtes sociales ou politiques nouvelles, mais au contraire un démantèlement patient de l'édifice, une extension sans fin de la pauvreté et des inégalités, plus aucune trace de générosité ni même de simple humanité dans les projets et décisions des responsables politiques convertis au réalisme ultralibéral.

Pour beaucoup d'entre nous le coup de semonce du premier tour des présidentielles, et l'activisme ostentatoire des ministres de la France-d'en-bas rend soudain urgente la recomposition, voire la réunion, déjà si souvent tentée, de la "vraie gauche". Comme si la faillite sans équivoque, et qui devrait être sans surprise, des gauches sociales-démocrates nous avait privés de l'espoir d'une alternative politique... La situation est-elle si différente maintenant? Et l'aurait-elle été si la gauche plurielle avait été reconduite, qui, nous le savons, aurait mené une politique en tous points identique à celle du gouvernement actuel, de la commission européenne et du MEDEF réunis?

L'urgence de tenir des forums, d'ouvrir les débats nécessaires (mais ont-ils jamais cessé?), d'interroger notre volonté de changer le cours du monde, et notre impuissance à y parvenir, ne fera pas revenir plus vite sur le devant de la scène le seul acteur qui ait jamais pu infléchir le cours des choses, le peuple.

➤ **Ravachefolle**

**La situation est-elle si différente ?**

PAS DE QUARTIER... LA SUITE

**Patrick L. est urbaniste. Ce qui suit sont ses propos recueillis par Franck Einstein.**

*jouer?*

De manière concrète, ils peuvent proposer une évolution de la programmation, de la forme urbaine, des modalités de fonctionnement urbain. La proposition d'actions à caractère plus social reste l'apanage des sociologues. Jouer sur une forme urbaine où les habitants trouvent leurs repères, où les espaces publics regagnent leur lisibilité, leur symbolique, leur dignité; qu'ils favorisent l'accessibilité; qu'ils soient facile à gérer, à entretenir. Trouver un moyen de faire évoluer dans le temps la forme du quartier, en prévoyant son renouvellement progressif, en proposant des espaces, des formes qui permettent l'installation de nouveaux programmes (équipements, services, activités, etc.), en réfléchissant aux échelles et aux densités propices à des relations sociales moins tendues.

Mais tout ceci ne résout pas le chômage, la délinquance, etc.

● *Dans quelle mesure une opération d'urbanisme peut précipiter la recomposition sociale d'un quartier (à Toulouse, le Mirail/Bellefontaine abrite la population d'une ville moyenne) et que prévoit-on pour accompagner celle-ci ?*

Effectivement certains quartiers d'habitat social accueillent 10-15 000 habitants; leur transformation ne peut donc qu'être lente d'autant que les moyens budgétaires des GPV ne sont pas si importants qu'ils permettent une transformation radicale. Cette durée n'est pas celle de la vie quotidienne des habitants, ni du mandat des élus.

Parmi les objectifs recherchés par la politique de la ville, il y a les actions sociales pour l'emploi, l'éducation, la santé, la propreté urbaine, l'attribution de logements, la gestion urbaine de proximité (Contrat de Ville), et les transformations urbaines (GPV) qui peuvent être le désenclavement, la mixité urbaine et sociale, etc. Les deux modes d'actions doivent être coordonnés. Le concept majeur de cette dernière période est le renouvellement urbain, la démolition reconstruction serait un des moyens de transforma-

Un rapide rappel. L'urbanisme doit autant au souci de "design" urbain qu'à l'hygiénisme. Il s'est ensuite spécialisé dans la programmation, le calcul des besoins d'équipements, d'infrastructures, des modes de fonctionnement et de croissance. Discipline d'analyse dans les années 60, la pratique, elle, s'est réduite aux statistiques et aux tuyaux ("flèches" et aux "patates") dont le défaut a été la perte de qualité du dess(e)in urbain. Grande époque de l'Équipement, la forme urbaine résulte de l'ingénierie des infrastructures ou des théories structuralistes.

Cet épuisement fonctionnaliste, technique et abstrait a conduit à un retour, dans les années 70-80, des architectes à l'urbanisme (ils ne l'ont jamais véritablement quitté, ils ont dessiné les grands ensembles, les ZUP, les ZAC, mais seulement comme forme, les techniciens se chargeant du terrain, des routes, des tuyaux...).

La ville est une forme soumise à différentes temporalités - la géographie, le pouvoir, l'organisation sociale, le commerce, les activités, les transports, la construction, la propriété du sol... Pour simplifier à l'extrême, elle s'élabore dans le temps, à partir de parcelles foncières qui se divisent, s'occupent avec des bâtiments qui accueillent des programmes, organisés par les espaces publics.

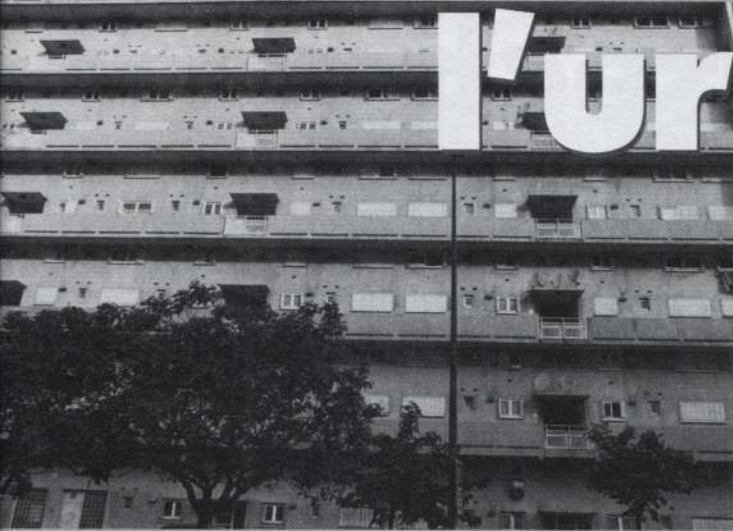
Une seule personne ne saurait donc posséder l'ensemble des connaissances; de plus en plus souvent les études d'urbanisme sont d'ailleurs confiées à des équipes pluridisciplinaires.

● *Si on ne peut attendre des seuls urbanistes qu'ils règlent les problèmes sociaux d'un quartier à la dérive, dans quel sens leur intervention peut être déterminante, sur quels éléments concrets peuvent-ils*

**Des flèches et des patates...**

## L'arrière-cour de

## l'urbanisme



– Changer la forme: plus de barre muraille, de tour aux cages anonymes, de dalle ou dédale, de parkings immenses et désertés,

– Changer le programme, une nouvelle répartition spatiale et sociale des logements, l'introduction d'activités, de services, d'équipements.

Ces actions peuvent permettre aussi de rétablir la différence entre public et privé dans les espaces extérieurs, créer des unités foncières de taille gérable et permettant une transformation progressive et un changement des modalités de gestions urbaine (impliquer les habitants...). Cela suppose que d'autres quartiers, communes acceptent une partie des habitants. Ceci suppose aussi un dialogue avec les habitants; entre ceux qui souhaitent rester; ceux qui souhaitent partir; ceux qui ne l'imaginent pas, mais découvrent à l'occasion d'un relogement temporaire qu'ils sont bien dans leur nouveau lieu de vie...

Démolir reconstruire, les motivations peuvent être multiples: parc dédaigné par les candidats au logement, logements vacants ou forte rotation des habitants, concentration des familles en difficulté, dégradation du bâti, souhait de se débarrasser de "familles à problèmes"...

En même temps, le parc de logements a dépassé les 40, 50 ans. Il a subi 2, voire 3 réhabilitations. Les emprunts

sont amortis pour la construction, pas toujours pour les réhabilitations. Les bailleurs et leur prêteur peuvent donc accepter de démolir un patrimoine qui est remboursé et n'a plus de valeur. Lorsque personne ne veut habiter dans un immeuble, un quartier, ceux-ci ont même des valeurs "négatives" (il faudrait payer pour que quelqu'un les prenne) et les habitants qui y vivent n'ont pas d'autre choix.

La mise en avant du concept de démolition-reconstruction n'est pas nécessairement une démarche cynique. Un débat tendu a agité les fonctionnaires de l'Équipement sur cette orientation qui désavouait la politique des "trente glorieuses", l'acquis du logement social collectif, habitat jugé comme celui qu'il fallait "aux gens" par les élites tant gaullistes que communistes et socialistes; sans parler des architectes qui s'étaient désintéressés de cette partie de la commande. Le logement individuel était, est toujours, considéré comme petit bourgeois, voire réactionnaire.

Une autre idée a fait son chemin à l'Équipement et au sein de l'État: l'étalement urbain serait un phénomène à freiner (trop tard! Comme pour la réglementation des zones d'activités commerciales en "entrées de ville"); d'où la notion de renouvellement de la ville sur elle-même. C'est à dire la démolition-reconstruction, la densi-

fication de territoires, qui serait propice à la mise en place de transports en commun, d'équipements "rentabilisés" par la densité de population.

La question du périmètre d'étude et celui d'action a été aussi un débat récurrent lors de la désignation des territoires en GPV. Il a été admis que des actions concernant un quartier pouvaient être menées hors de son périmètre. Néanmoins les élus locaux souhaitaient englober de grandes parts de leur population (électorat), venant contrarier l'idée initiale de concentrer des moyens importants sur des territoires limités. C'est un autre débat qui a agité la gauche, en 97-98, sur la politique de la ville à mener, thématique ou géographique: choix entre moyens par ministères et institutions (éducation, social, économie, police, etc.) et moyens concentrés sur des territoires (ZEP, ZUS, ZFU, etc.), une discrimination positive qui est jugée par certains comme une stigmatisation négative de ces territoires. De toutes façons le budget dégagé, les aides mobilisables, restent en deçà des besoins d'investissement. Pour dynamiser cette politique de la ville et permettre des actions hors de ces périmètres, le gouvernement Jospin a réduit les crédits de réhabilitation de logements sociaux, et débloqué des enveloppes de démolition-reconstruction.

● **Les résultats des concertations et de l'enquête publique modifient-ils vraiment le cahier des charges?**

Tout dépend de la volonté des élus, des maîtres d'ouvrage, de l'intelligence de la conception, de l'articulation entre les études et la consultation des habitants. Deux choses à distinguer: – la concertation dans les projets d'urbanisme: elle est obligatoire, mais

ses modalités restent au choix de l'autorité compétente (la commune, la communauté de communes etc...); le bilan de la concertation doit être tiré et adopté par l'assemblée délibérante.

– les enquêtes publiques, qui sont exigées pour la transformation des règles d'urbanisme.

● **Comment est prise en compte l'évolution ultérieure (la vie, l'histoire...) des quartiers visés par les opérations d'urbanisme?**

Là cela dépend de la capacité:

– des élus à se projeter au-delà de leur(s) mandat(s), de leurs intérêts immédiats.

– des habitants aussi, mais c'est encore plus difficile pour des gens pris dans des difficultés; travailler sur un projet, mobiliser les jeunes ou les mères de familles impliqués dans la vie de quartiers peuvent être autant des buts que des moyens de stimuler la vie sociale.

– des bailleurs à dépasser leurs préoccupations de travaux d'urgence ou d'amélioration permettant de traiter l'immédiat (opportunités de subventions, d'augmentation des loyers ou d'amortissement de leur patrimoine), mais perpétuant des formes obsolètes.

– des architectes-urbanistes à dépasser la notion d'œuvre achevée et qu'ils s'insèrent dans un processus et mettent en place des conditions d'évolution. Les études d'impact, les secteurs protégés, etc. sont censés permettre la prise en compte de ces aspects.

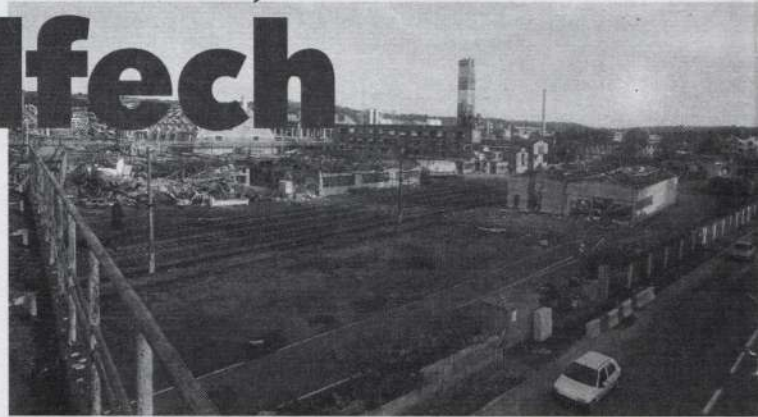
Mais, finalement, ce qui prime c'est l'approche honnête, humble et compétente de ces questions. Les lois et réglementations ne peuvent tout garantir. Tout comme les règlements d'urbanisme, les architectes voyers, les ABF, les jurys de concours défendent mais ne garantissent pas la

**Les lois et réglementations ne peuvent tout garantir**

SAUCE MOUTARDE

# AZF-SNPE, le nucléaire, Golfech

À l'heure où les travaux de reconstruction de l'école primaire-maternelle des Oustalous ont commencés et que la Préfecture s'apprête à rendre public le nouveau PPI, celui de la zone 22 périmètre dans lequel la rupture d'un wagon de chlore ou d'ammoniac aurait des effets irréversibles, dans un périmètre de 1400 à 1500 mètres autour de l'accident. Le texte qui suis pose bien le problème de ces véritables bombes chimiques installées au cœur de Toulouse ou ailleurs.



La Snpe aujourd'hui a rouvert partiellement, environ 30% de ses activités avec le recours à une production à flux tendu pour éviter le stockage massif des produits et réduire ainsi les périmètres de risque. Cette solution est reconnue bien plus risquée à cause du nombre plus élevé de transports en ville et de manipulations des toxiques.

Les affaires auraient pu continuer tranquillement s'il n'y avait eu cette affreuse matinée de septembre. Cette explosion a tué des dizaines de personnes (officiellement 30), blessé et traumatisé grièvement des milliers d'autres. Elle nous a plongés, d'un coup, dans la réalité d'une ville bombardée avec tout ce qu'implique ce cataclysme humain. Les autorités en place avant l'explosion ont sous-évalué volontairement la dangerosité du site, ne pratiquant aucun contrôle réel sur la sécurité des activités et le stockage des produits. Elles ont donné les permis d'extension de l'activité augmentant de fait la production et l'aggravation des risques, elles ont trafiqué les périmètres de sécurité permettant ainsi le développement des constructions autour des usines.

## Des ressemblances frappantes

L'explosion d'AZF doit être décrite à sa juste valeur et en aucun cas ne doit être mise sur la même échelle qu'une catastrophe nucléaire de type Tchernobyl. Après avoir vécu ce qui s'est passé à Toulouse, on sait que le pire arrivera en cas d'accident majeur nucléaire, alors que les dégâts seront beaucoup moins apparents et les conséquences directes impalpables. Une chape de plomb de désinformation s'abattra sur l'ensemble du territoire, cachant la réalité et la vérité sous le mensonge officiel. Les conséquences de la catastrophe seront plus qu'amoindries parce qu'ingérables, politiquement, économiquement et humainement. Depuis AZF, des voix officielles déclarent à la presse que : si les usines chimiques étaient aussi bien surveillées que les centrales nucléaires, un tel accident n'aurait pas eu lieu. Qu'est-ce qui poussent les nucléocrates à vanter ainsi les mérites du dieu atomique ? Malheureusement nous connaissons la réalité de la sécurité en question, la réduction des coûts de production (sous-traitance et intérimaires déqualifiés...)

Les responsables politiques ne veulent toujours pas envisager sérieusement le risque d'accident nucléaire comme ils n'avaient pas prévu l'explosion hors site à AZF. La gestion de la « crise toulousaine » est pourtant une répétition (radioactivité mise à part et toute échelle respectée) de la gestion d'une catastrophe nucléaire.

En premier, c'est le sacrifice d'une partie de la population qui apparaît comme une conséquence inévitable de ce genre de situation. Ainsi, si la fuite de gaz toxique avait eu lieu, le confinement de la population après la destruction des barrières de sécurité (les vitres à cette occasion) aurait été inopérant.

Après l'explosion toulousaine le risque zéro n'existe pas, au contraire, tous les systèmes de sécurité étaient hors d'état de fonctionner. Devant la possibilité d'un sur-accident, les autorités ont fait le choix d'abandonner potentiellement la population plutôt que d'organiser l'évacuation. C'était un vendredi, l'agglomération (environ 600 000 h) aurait peut-être pu se vider si cela avait été préparé avant et décidé. La décréter, c'était reconnaître la réalité du risque, la gravité du danger. Or, malgré la non-explication de l'explosion, les 4000 tonnes d'ammonitrate restantes, les 46 000 tonnes de nitrocellulose, le chlore, les tonnes de phosgène et les systèmes de sécurité détruits...

## Militarisation des zones sensibles

À Toulouse la militarisation des zones sensibles a été immédiate, bien avant les secours. Les renforts de l'armée ont servi à la surveillance de la population dite « sensible ». Les médias ont joué sur la peur en parlant de pillages (14 interpellations) alors que les gens avaient tout juste du mal à reprendre leur esprit.

Si l'on se réfère à l'histoire, on s'aperçoit que le développement de l'industrie chimique a été influencé par les besoins guerriers. On mesurait à l'époque la force d'une nation au nombre de tonnes de nitrate produit qui servait indifféremment comme engrais ou comme explosif. De même, l'énergie nucléaire s'est développée prioritairement dans des buts de guerre. Si l'on compte sur la démocratie parlementaire, on voit que les choix industriels technologiques issus de l'application des sciences (chimie, physique nucléaire...) n'ont jamais été faits après un réel débat de société, une appréciation des enjeux et une concertation à la base. Aucun vote, aucun référendum sur les orientations de la politique industrielle et militaire. Jamais, avant sa mise sur le marché, l'utilité sociale et les conséquences environnementales d'un produit n'ont prévalu sur le pouvoir et les bénéfices monétaires qu'il pouvait engendrer.

À la veille des élections présidentielle

**La dose létale est fixée à 10 km autour du site**

CAPITOLE INFO

# Retour du conseil municipal

## Une véritable cour de récréation.

C'est la deuxième fois que j'assiste au CM et cela vaut toujours un petit déplacement. M. le Maire et ses adjoints trônent sur l'estrade, les autres sont aux pieds, enfin un cran plus bas. Le peuple, lui, entièrement acquis aux thèses municipales, dans un silence de dévots, écoute au fond de la salle. Lorsque M. le Maire fait son exposé, trémolos dans la voix, sur sa gestion de l'explosion de l'AZF, on entend une mouche voler. Mais lorsque Isabelle Rivière lit le bilan des Motivés sur cette même gestion, le peuple démocratique se déchaîne, comme dans une cour de récréation. C'est même rigolo d'entendre les commentaires de toutes ces têtes chenues venues de différents quartiers défendre l'honneur de leur maire ! Douste Blazy profite de l'ambiance pour faire savoir qu'il n'a pas du tout, mais alors pas du tout apprécié la banderole qui s'est élevée sous son nez place du Capitole le 21 septembre. Il était colère ! On s'en serait douté.

Dans la foulée Isabelle Rivière lui fait remarquer que sa manière de commémorer le premier anniversaire de l'explosion n'avait fait qu'accentuer la fracture dans la population, fracture constatée aussi dans d'autres circonstances. Faire jouer Michel Plasson et son orchestre sur la place du Capitole (alors qu'ils étaient prévus à l'Hôpital Marchand !), utiliser la police municipale pour empêcher la manifestation d'entrer sur la place du Capitole avant la fin du concert, tout cela ne facilitait pas la réconciliation entre les sinistrés, les salariés et la population encore sous le choc de la catastrophe. Et là, ça devient franchement comique : le maire lui fait savoir et par là même à tous les participants du CM qu'il avait passé un accord 15 jours avant le 21 septembre avec le prési-

dent de PJC (?) et le président des sinistrés du 21 septembre (celui-là on sait qui c'est) pour que le cortège ne vienne pas manifester sur la place du Capitole, et se dirige directement vers la Prairie des Filtres. Douste ajoute même (y-a-t-il un rapport de cause à effet ?) qu'il avait prêté les tentes du "Village gourmand" et que ce geste avait coûté fort cher, sans toutefois pouvoir être plus précis. Pour qui est la note : les contribuables, les sinistrés, les nantis toulousains, l'U.M.P ou pour le maire lui-même ? Pour clore, quelques anecdotes sur cette réunion : la Conseillère municipale du PC tient à ce que le maire lui donne la parole en la désignant comme "membre du PC-citoyen". La Ligue avec son "100 % à gauche" a-t-elle fait des émules ? Beaucoup plus important : la ZAC des menuisiers sera reconstruite au cours du premier semestre 2003 ; j'écris ça pour les futurs SDF de la rue des Bûchers. Et le Parc des Expositions ne quitterait pas l'île du Ramier. A propos du risque d'inondation lié aux usines chimiques, le Maire a trouvé la solution miracle : une petite digue en amont protégera le site même lors d'une inondation du type de celle de 1875. Voilà donc une affaire classée. M. le Maire nous annonce la construction d'un casino, pas un nouveau supermarché de la bouffe industrielle, cette chaîne de magasins n'a pas besoin d'une recommandation municipale pour envahir notre espace alimentaire et urbain, non un casino, comme dans les films, avec sa roulette, son chemin de fer, son black jack et ses bandits manchots. Ils n'auront que trop besoin des deux bras pour engranger les bénéfiques, pour la création d'emploi, c'est une autre paire de manches. ■

> Bibas

et législatives de 1981, plusieurs dirigeants du Parti Socialiste (dont Jean Glavany, alors bras droits de François Mitterrand) font miroiter ou affirment qu'un certain nombre de centrales nucléaires dont Golfech en Tarn-et-Garonne (voir le livre « Golfech, le nucléaire. » édition Cras, 1999), ne seront pas construites. Le Conseil Général de Tarn-et-Garonne, le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, le Parti Socialiste local se prononcent contre l'implantation d'une centrale dans la région. Beaucoup pensent, la fin du nucléaire arrivée. La gauche PS, PC, MRG se hisse au pouvoir après vingt cinq ans de gouvernements de droite et revient immédiatement sur ses promesses. A part l'arrêt du projet de centrale à Plogoff (après une longue lutte). En fait les chantiers continuent. à Golfech peu d'élus se battent pour la fermeture définitive. Qui retrouve t-on alors pour demander le redémarrage immédiat et organiser des manifestations ? le Cnpf (Medef de l'époque), le Parti Communiste et la droite... mais surtout, en première ligne, les cadres, l'intersyndicale CGT-FO des entreprises concernées. On assiste alors, comme aujourd'hui, au pire des chantages mettant en jeu la vie de toute une population contre la survie d'une caste de salariés esclaves des nucléocrates.

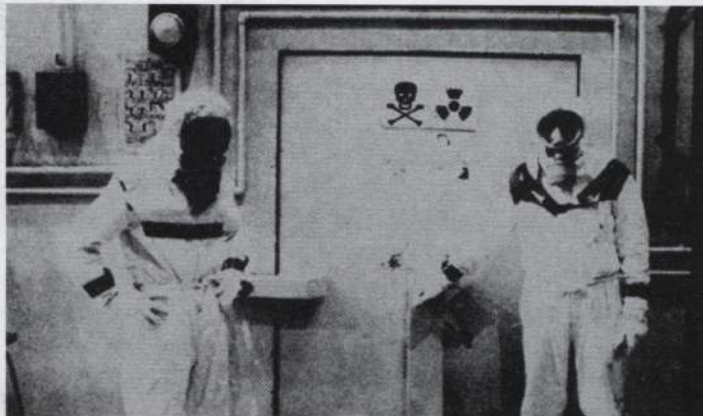
En 1989, avant la mise en service de la centrale, la Commission Locale d'Information (organe de concertation regroupant élus des collectivités, industriels, Etat et associations) avait demandé des conditions préalables au démarrage. Ces conditions de transparence et de sécurité furent prises

en compte. Le gouvernement demande plus de transparence et plus de sécurité et espère endormir les populations concernées. La différence, c'est que les toulousains ont vécu l'explosion et ne croient pas un instant aux belles paroles. Les 10 000 participants à la manifestation le 23 mars 2002 à Toulouse et celles qui suivirent contre le redémarrage du site chimique auraient-ils fait reculer la prise de décision s'il n'y avait pas eu l'enjeu des futures élections ?

### « Les idées courtes... la mémoire aussi »

Avant l'explosion. La Dépêche (unique quotidien en Midi-Pyrénées) banalisait les risques provenant du site (voir brochure « Les idées courtes... la mémoire aussi. » édition Cras, octobre 2001) Depuis c'est le même journal qui gère et diffuse l'information locale sur l'après-explosion et sur l'avenir du site chimique toulousain. Menant d'abord un travail d'investigation, déclamant sur l'horreur et l'inacceptable, les rédacteurs du journal se sont vite rendus à l'évidence qu'il n'était pas envisageable de supprimer la chimie à Toulouse. Après avoir influé à merveille sur l'implantation d'une centrale nucléaire dans le Tarn-et-Garonne, le journal, porte-parole des pouvoirs économique et politique a pleinement assumé son rôle dans l'explosion d'AZF... En ne posant pas les problèmes de fond, La Dépêche accompagne le bond redémarrage de la bombe chimique toulousaine. ■

Le texte dans sa totalité peut être demandé au GRAS Collectif le Rotonde BP 492 31100 Toulouse Cedex 06



Les idées courtes...

MÊME PAS PEUR

# Livraison à domicile

Toulouse a connu une catastrophe industrielle majeure le 21 septembre 2001. Trente morts annoncés, des milliers de blessés, des quartiers dévastés. L'impact humain, économique et social a été important. Cela a relancé le débat sur la sécurité industrielle. En décidant la réouverture de l'usine, en minimisant les quantités de produits chimiques dangereux sur le site de l'usine, le gouvernement Raffarin a repris les propositions du « camarade médiateur » Charles Fitermann, en faisant le choix de relancer la production en flux tendu dont l'une des conséquences est de déplacer et accroître les risques hors des usines chimiques, le long des axes de transport des matières dangereuses et en particulier au cœur de la ville. Une étude de l'A.U.A.T. recensait déjà tous les parcours de produits dangereux. de quoi faire frémir ceux qui se croyaient à l'abri du danger.

**Un camarade libertaire du syndicat SUD RAIL répond aux questions du Coquelicot.**

● *Le Coquelicot* : quels sont les accidents majeurs qui sont survenus ou évités liés aux matières dangereuses, auxquels ont été confrontés les travailleurs des transports, ces dernières années et quel enseignement peut-on en tirer ?

**Henri** : Les principaux accidents majeurs survenus sont des accidents maritimes, avec pour origine la perte de conteneurs ou le mazoutage des

côtes lors de naufrage de navires transportant des produits pétroliers. Le deuxième type d'accident est lié aux transports routiers, essentiellement avec des produits inflammables plutôt spectaculaires et médiatisés. Le transport ferroviaire génère aussi des problèmes liés aux produits inflammables sur le transport régional. On ne peut pas parler de véritables catastrophes majeures avec des

morts sur le territoire français. Par contre, on peut dire que nous avons frôlé à plusieurs reprises des catastrophes, mais qui ne sont pas des accidents majeurs. C'est le cas avec des produits chlorés, qui ont répandu des nuages toxiques.

● *Le coquelicot* : Et par rapport au phosgène qui a été un des points central des discussions sur Toulouse ces derniers temps ?

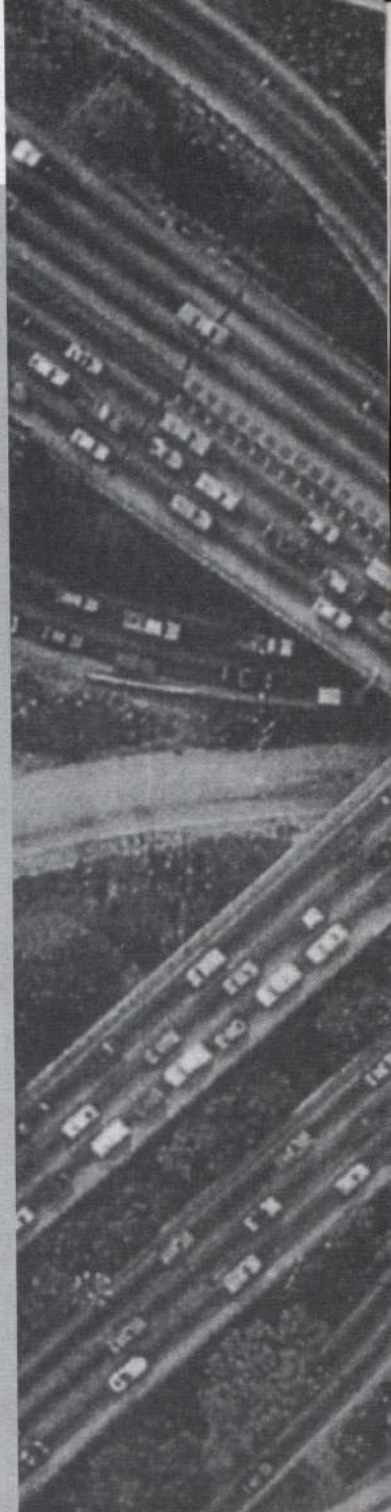
**Henri** : Il n'y a pas eu d'accident majeur avec ce produit sauf un accident avec un wagon de phosgène qui n'a pas déraillé. Ce wagon a eu un problème sur ses roues. Les procédures de sécurités ont joué à ce niveau. Le wagon, avec son container de phosgène a été décroché et amené à l'atelier le plus proche. Il a fallu changer l'ensemble des organes de roulement. On a choisi l'atelier le plus proche pour effectuer les réparations, à savoir la gare de triage tout près d'Avignon. En accord avec les services de sécurité de la SNCF, on a décidé de réparer sans vider le container. On l'a posé sur des vérins de manière à le soulever et changer tout le train de roulement. Lors de cette opération, un des vérins a lâché. Le wagon est tombé sur le côté. Il n'y a pas eu de problème avec la citerne et son contenu. Mais on ne pouvait plus se passer de vider (de dépoter) la citerne et de transvaser le phosgène. Cela a nécessité la mise en place par les organismes de la protection civile d'un périmètre de sécurité qui, pour ce cas, a été de 1500 mètres dans une zone très urbanisée. On a dû évacuer plusieurs centaines de personnes et de nombreuses habitations, tout c'est heureusement bien passé. Ce devait être en 1993/94. C'est à partir de là que les cheminots ont pris conscience de la dangerosité des produits transportés à cette occasion. On s'est aperçu en fait que l'on ne savait pas

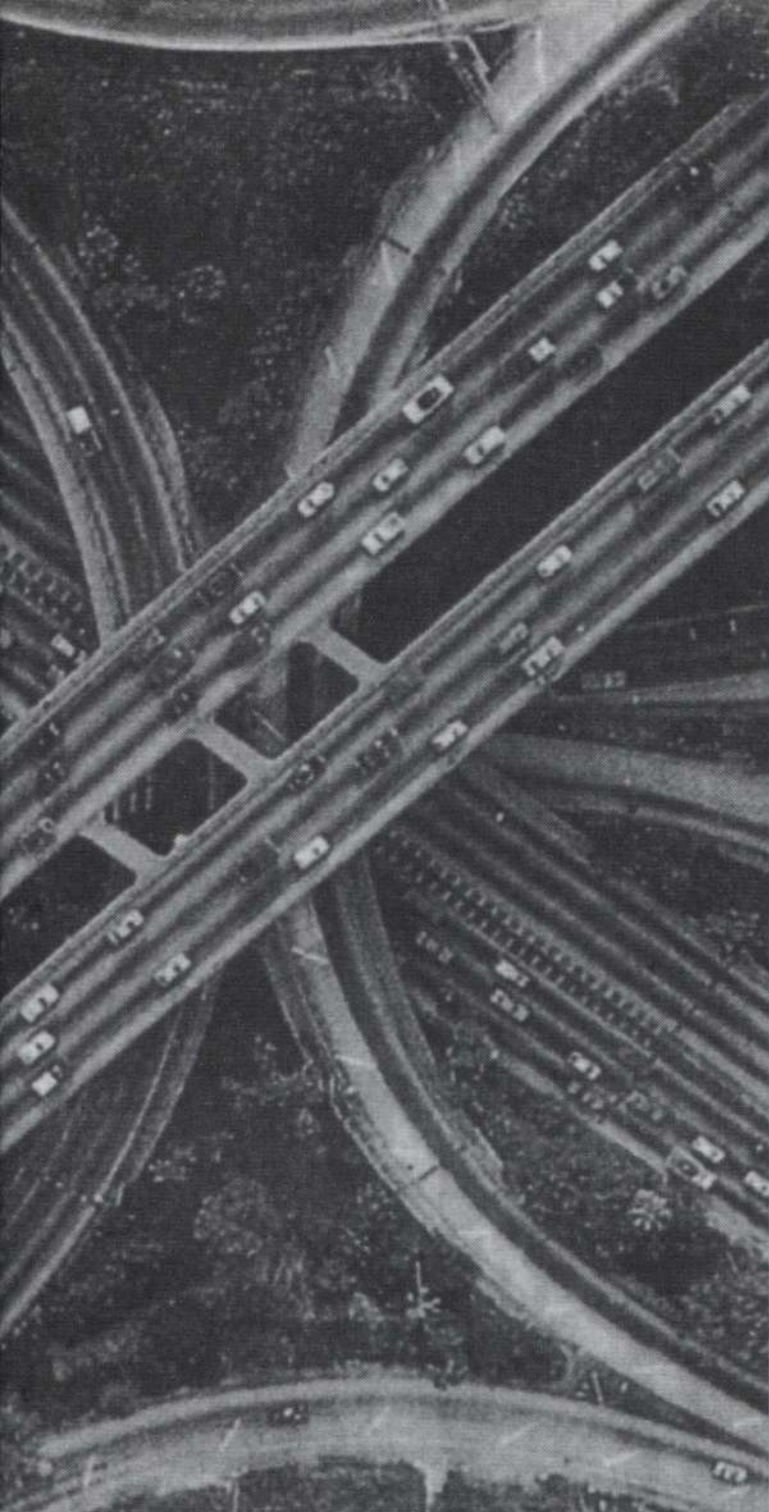
grand chose : C'est la mise en place du périmètre de sécurité qui paradoxalement a fait prendre conscience aux cheminots de la dangerosité des produits que l'on côtoie et que l'on transporte tous les jours.

● *Le Coquelicot* : Avez-vous à votre niveau de travailleurs du transport, les éléments sur la nature et les volumes des matières dangereuses que vous transportez ? Est-ce que ce transport se fait de jour, de nuit ? Y a-t-il des stratégies de transports particulières ?

**Henri** : On va parler des cheminots de

**Les principaux accidents (...) sont des accidents maritimes internationaux**





de rattrapages qui ont permis, pour l'instant, d'éviter le pire. A Sète, la voie ferrée s'est effondrée sur le passage d'un train. Pour les cheminots, il y a peu d'informations sur les procédures à suivre. Lorsque l'accident nécessite l'intervention alors que toi, un quart heure auparavant, tu étais entrain de bidouiller sur le manomètre avec tes gants et ta casquette, tu sens le décalage lorsque tu vois débarquer, suite à une alerte, les pompiers avec leur combinaison et tout leur attirail ! Les moyens des professionnels du risque contrastent avec le peu de cas que l'on fait de la vie des travailleurs qui gèrent ces produits au quotidien.

Dans la boîte, les systèmes de sécurité sont censés être relativement fiables, mais on se rend compte de la gravité possible d'un accident quand on voit les pompiers appliquer les consignes de la protection civile, lorsqu'ils évacuent la cité qui est proche, interdisent la circulation, et mettent en ouvre des procédures à une échelle, à une large échelle.

● **Le coquelicot : Le risque est-il le même selon les différents types de transport ?**

**Henri :** Le problème particulier que nous pointons dans le cas des transports ferroviaires et maritimes concerne la concentration des conteneurs et l'effet domino lié à la nature différente des produits chimiques transportés. Dans les zones comme Grenoble ou bien des vallées chimiques, il y a ce danger qui n'est pas pris en compte. Chaque conteneur est censé être étudié par rapport au produit qu'il contient, essentiellement pour résister à un choc. Mais le problème est que l'alignement de 20 wagons côte à côte modifie complètement les données de bases en cas de mélange possible de ces différents produits. La probabilité de trouver un gaz chloré à côté d'un gaz explosif est loin d'être nulle, et cette situation est même incontrôlable.

Comme dans le cas de l'explosion de l'AZF, il y des produits que l'on peut dire inertes pris isolément, mais qui au contact d'autres peuvent se révéler d'une autre nature et changer la

nature du danger. Le produit chimique estampillé comme dangereux dans son emballage particulier reste dangereux, mais d'une certaine manière il est identifié. Le risque majeur, c'est la concentration dans un convoi de wagons et dans les bateaux. On finit par ignorer ce que l'on transporte.

Dans le transport routier, on a une situation particulière. Les routiers travaillent en zone urbaine. Ils sont isolés. Les conditions de circulation sont beaucoup plus contraignantes. Plus grave, dans le transport routier, il est fréquent de voir des transporteurs retirer les plaques de signalisation des produits à l'entrée des villes pour les remettre à la sortie. Autant sur le rail, on a un pouvoir de contrôle, autant sur la route il n'y aucun moyen d'assistance. Un exemple révélateur : une entreprise de transport routier avait tenté de mettre ses camions aux normes de sécurité et de former ses chauffeurs pour appliquer strictement les consignes. Elle a coulé par le fait que les sociétés concurrentes qui n'appliquaient pas ces consignes de sécurité, proposaient des prix du transport moins cher.

● **Le Coquelicot : Les travailleurs des transports disposent-ils d'éléments statistiques ou d'une comptabilité des transports dangereux qui permettent d'avoir un ordre d'idée des quantités transportées, sur un parcours, sur un lieu ?**

**Henri :** Il n'y a pas vraiment d'information. Il y a deux types transports. L'exceptionnel comme le chargement nucléaire (autrement dit le château nucléaire) est répertorié. On connaît précisément son parcours. Par contre, le transport des autres produits, et en particulier de nature chimique, est banalisé. Il y a bien sûr un suivi commercial annuel à l'échelle nationale, ne serait-ce que pour connaître le nombre de wagons qu'il va nous falloir entretenir. Par contre, il n'y a pas de procédure de suivi pour le transport local banal, comme par exemple pour les produits chimiques agricoles. C'est un réel problème.

Le mode de transport par la route pose un problème de dangerosité supplémentaire. Il est quasiment impos-

base qui agissent sur le terrain et qui ont un rapport direct avec le wagon. Pour eux, les produits et matières dangereuses, ça n'est bien souvent qu'un code sur le wagon : un code matière et un code danger (inflammable, très inflammable.) Ils sont censés en théorie appliquer la réglementation de base : ne pas s'exposer, ne pas toucher, ne pas inhaler, etc. Ils ignorent en grande partie les risques, sauf pour des chantiers très spécialisés sur les produits très dangereux.

Le problème le plus important auquel

nous sommes confrontés, c'est le nucléaire. Celui-ci est tellement médiatisé, qu'il a une vraie peur de ce produit. Par contre le « chimique » est très sous estimé et banalisé. On a réussi, dans les dix dernières années, à faire appliquer les directives Seveso liées à ces produits dangereux mais elles sont relativement ignorées. Il y a une espèce de banalisation qui s'instaure. On est toujours surpris lorsqu'un accident survient. Ceux ne sont jamais des accidents majeurs. Il est vrai que l'on a des consignes de sécurité avec de nombreuses procédures

**Une minorité des travailleurs est consciente des risques encourus**

## MÊME PAS PEUR



sible de suivre la totalité des camions qui circulent sur les routes, à part certains transports très calibrés et très dangereux.

En ce qui concerne le rail, ce qui n'est pas normal, c'est que bien qu'on ait les moyens de suivre les produits chimiques qui constituent aujourd'hui le principal danger, cela ne soit pas mis en œuvre pour que le facteur sécurité n'augmente pas les coûts. Il y a un vrai choix d'opacité sur la situation qui est malheureusement en partie partagée par les cheminots, qui ne souhaitent pas voir la SNCF perdre des parts de marché, et donc de l'emploi.

On pourrait aussi prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du transport des produits. Par exemple, on pourrait aménager des voies spécifiques, des zones de dégagements dans les gares de triage, des fosses de récupération... Tout cela n'existe pas, alors que techniquement c'est possible. Il a fallu quatre ou cinq ans pour imposer à nos dirigeants, les directives Seveso ou plus banalement prévoir des manchons<sup>1</sup> qui permettent d'évacuer les travailleurs et populations du bon côté en cas de fuite de gaz toxique.

● **Le Coquelicot: Quelles stratégies de transport les industries chimiques développent-elles aujourd'hui? N'ont-elles pas intérêt à privilégier les moyens de transport les moins contrôlés, les moins chers? Comment se joue la concurrence dans le domaine des transports à risque?**

Henri: Il y a une forte concurrence dans

le domaine des transports entre rail et route. La route est généralement privilégiée dans la plupart des cas compte tenu de ce que nous avons discuté précédemment. Dans certains cas où la sécurité est la priorité, le rail est mieux placé. Un château nucléaire, par exemple, c'est quasiment intransportable par la route. Les lobbies nucléaires ont besoin du rail. Mais le danger, c'est la concentration du flux qui passe par les grandes villes pour la simple raison que beaucoup de voies secondaires ont été déclassées. Par ailleurs, en concentrant les trafics, le chemin de fer ne passe plus partout. Le relais doit forcément passer par les routiers. En fait, si le contrôle de la sécurité des transports n'est pas ou est mal assuré du côté des transporteurs, les industriels n'ont pas envie d'une catastrophe majeure qui entacherait leur image. Ils essayent donc de gérer la situation par un autocontrôle, sans aucun contrôle public et social. Ainsi, on ne peut pas dire qu'ils ne font rien. Ils font tout en interne pour éviter la catastrophe et pour ne pas se faire contrôler de façon externe, car dans ces conditions, les contraintes seraient beaucoup plus fortes et auraient d'importantes répercussions financières. Les mesures de sécurité ne relevant que de procédures internes, les risques encourus sont mal connus des travailleurs des transports (surtout dans le domaine de la sous-traitance) qui continuent à se comporter sans se soucier des règles de sécurité, d'autant plus qu'ils ne sont pas formés aux transports à risque.

● **Le coquelicot: Vous parlez de la multiplication de points de relais rendus nécessaires entre le rail et la route. Les points de déchargement, de transfert, ne sont-ils pas des zones d'aggravation des risques?**

Henri: En effet, le risque le plus important se situe au moment des transferts de produits et changement de plate-forme de transport. Le danger est aggravé dans les zones portuaires, les vallées chimiques, les zones de déchargement et transfert rail-route. Avec le nucléaire, il faut parler de

l'axe La Hague/l'Allemagne, avec une stratégie plutôt clandestine. Les trains sont suivis par l'armée qui contourne pratiquement toutes les zones où il y a des cheminots engagés dans les luttes sur la sécurité des transports comme à Villeneuve St Georges. Maintenant des trains sont affrétés pour aller tout droit, sans s'arrêter en parcours, ce qui ne permet plus aux cheminots de savoir par où les convois passent, et empêche ainsi les actions d'interception qui s'étaient développées auparavant.

● **Le Coquelicot: quelles luttes se sont développées par rapport aux transports de matières dangereuses, mettant en évidence cette conscientisation des travailleurs des transports? Quelles sont les revendications défendues au niveau de la fédération SUD RAIL**

Henri: Il faut reconnaître aujourd'hui qu'une minorité des travailleurs est consciente des risques encourus. Les syndicalistes ont beau insisté sur les dangers que représentent le transport des matières dangereuses, le danger est banalisé tant dans le rail que chez les routiers. Il y a un vrai méconnaissance du risque. Une des tendances de nos patrons, c'est de nous inciter à revendiquer le fait d'entrer dans la catégorie des «travailleurs à risque». En tentant de nous faire accepter l'idée du travail à risque, la direction cherche à nous faire glisser sur un terrain revendicatif dangereux. Aujourd'hui, telles que sont faites les réglementations, les normes d'acceptation du danger sont multipliées par cent, par mille, pour les travailleurs occupant un emploi à risque, comme dans le cas des travailleurs du nucléaire. Nous refusons d'être identifiés comme tels.

Si nous sommes considérés comme des travailleurs à risque, nous nous retrouverons comme pour le nucléaire, dans une logique d'acceptation du danger sur l'ensemble du territoire français. Les normes qui découleraient de ces principes, une fois appliquées par les experts patronaux se traduiraient par une multiplication du danger pour la population. Une de nos revendications, c'est de faire respecter les

normes de sécurité, sans pour autant tomber dans la catégorie «travailleuse à risque». Nous sommes des gens normaux qui travaillons normalement. Nous veillons à ce que les éventuels risques soient connus de tous et réduits au plus bas. C'est un enjeu important qu'il faut faire passer parmi les travailleurs des transports.

En ce qui concerne les mobilisations, elles sont étroitement liées aux pratiques professionnelles et les moyens de contrôler. A la SNCF, on a beaucoup lutté contre les transports nucléaires, plus que sur le chimique. La prise de conscience de la dangerosité des produits chimiques est d'abord passée par l'amiante qui soulève le problème d'un danger peu connu et d'un usage banalisé. On avance sur ce terrain là, mais en contrepartie, il y a un chantage à l'emploi: «Si vous gueulez au niveau du rail, les marchés passeront par la route». Il ne faut pas un quart heure de discussion avec nos patrons pour que cela ressorte. Ils exercent un véritable chantage à l'emploi vis à vis des salariés. On a du mal à mobiliser notamment dans la zone de Limoges (site où l'on enterre beaucoup de produits radioactifs de 2ème catégorie), sous prétexte que c'est le dernier trafic qui reste dans le secteur et que sans ces transports, il n'y aurait plus de boulot. De même, sur La Hague, on retrouve les mêmes difficultés à mobiliser. Avec les gars de la manœuvre, la prise de conscience du vrai danger qu'ils subissaient a avancé lorsqu'on a pu mesurer avec un compteur Geyger des chiffres importants de radioactivité sur les wagons.

Du côté des syndicats majoritaires comme la CGT ou la CFTD, la tendance est de négliger la question des risques liés aux transports industriels. A SUD, nous sommes encore petits, mais nous sommes mobilisés sur ces problèmes. Nous réussissons tout de même à faire bouger les choses.

● **Le Coquelicot: A Toulouse, en tant que riverains, usagers et salariés dans et autour des sites à risques majeurs, nous nous posons la question des moyens pour enrayer la logique de transfert des risques**

**Ce sont les intérimaires que l'on utilise pour nettoyer les centrales**



*industriels le long des axes de transport. Quel lien se développe-t-il ou pourrait-il se développer entre travailleurs des transports et riverains, populations? Quels pourraient être les axes de travail et les modalités?*

**Henri:** Il est difficile de revendiquer la catégorie de travailleur en danger et de répondre à ces questions. Cela renvoie à des problèmes de société qui dépassent les problèmes des riverains ou des travailleurs qui subissent ces risques. Le choix d'avoir une production chimique concentrée ou disséminée renvoie à un débat politique et social. La mobilisation sur le danger et l'utilité sociale de ces produits, ne saurait se limiter aux seuls cheminots et riverains.

Il faut pratiquement que les écologistes ne se bornent pas à compter les wagons transportant des matières dangereuses. Cette stratégie est en fait contournée par le patronat qui modifie les parcours dans des zones non mobilisées sur ces questions. On a le même phénomène avec le nucléaire. Ce sont les intérimaires que l'on utilise pour nettoyer ou réparer

les centrales. C'est une des contradictions à laquelle il nous faut faire face. Là où nous sommes présents et forts, nous pouvons dénoncer le danger, mais il faut élargir rapidement pour que la mobilisation porte. Il faut aussi améliorer les actions et couvrir un territoire plus important, car la première réponse du patronat c'est de sortir les matières dangereuses des circuits où l'information et la mobilisation existent, de manière à casser la mobilisation. Pour ces raisons, l'enjeu aujourd'hui est de continuer l'information, c'est pour nous un levier essentiel. Il ne s'agit pas de se limiter aux constats, mais d'apporter des solutions.

Aujourd'hui, la tendance est de faire passer les matières dangereuses la nuit. Il ne s'agit pas d'une stratégie délibérée, mais du simple fait que les voyageurs circulent le jour pour l'essentiel, notamment depuis que le TGV est en place et les marchandises voyagent de nuit. Pour répondre à des impératifs de sécurité, il faudrait faire contourner les convois de matières dangereuses hors des zones urbaines car traditionnellement les marchan-

disées et les voyageurs passent en zones urbaine ou plus exactement les zones urbaines se sont construites autour des voies ferrées. Cela supposerait donc de créer une infrastructure ferroviaire hors zones urbaines pour le transport de matières dangereuses.

Il y a une vraie bataille à mener. Nous en sommes au début. On a détecté, en 1992, que les wagons étaient pourris à force de prendre la pluie de petits déchets de produits radioactifs qui étaient allés se coincer dans des parties métalliques. En fait, le conteneur était vérifié, mais on ne contrôlait jamais le wagon. Nous avons pu le prouver en 1992, mais la direction de la SNCF a refusé de faire une enquête. En Allemagne, les écologistes ont fait une enquête, ce qui nous a permis de rebondir avec la CRIRAD. Nous avons bloqué les wagons et déclenché le droit d'alerte. Le cadre qui est venu à refuser de croire au danger, et pour cause, il avait fait ses études de chimie à l'armée. Il a fallu que le laboratoire officiel confirme l'information pour qu'il commence à le croire. Toutes les références des cadres en charge de la sécurité proviennent de l'armée, qui a pour logique de ne pas reconnaître le danger.

Il faut comprendre qu'aujourd'hui le catastrophisme n'est pas à la mode; ce n'est pas non plus un mode de mobilisation suffisant. Il faut à la fois démontrer le danger et faire reculer la peur qui renforce le pouvoir des experts et paralyse la réflexion de fond. Pour avancer réellement sur le dossier du transport des matières dangereuses, il faut développer l'information de fond et en même temps expliquer les dangers des produits. Simplement d'affoler les gens et faire du sensationnalisme autour du danger, ne me paraît pas la bonne méthode. ■

1. Manches à air ou chaussettes, qui indiquent la direction du vent.

## RETRAITES ET CASTAGNES

Cinq raisons de se battre pour la défense des retraites. L'UMP comme le PS, le MEDEF et la CFTD, tous les gestionnaires du libéralisme veulent casser le système de retraite actuel en introduisant un système dit de «... capitalisation», lié à la Bourse, pourquoi faut-il combattre la retraite par capitalisation?

**1** Elle dresse les travailleur(se)s un(e)s contre les autres. Aux USA et en Grande Bretagne, le capital financier est parvenu à faire en sorte que d'ancien(ne)s salarié(e)s dépendent, pour le niveau de leur retraite, de la férocité avec laquelle sont exploités(e)s leur camarades en activités.

**2** Elle n'offre aucune sécurité par rapport au système par répartition. Les retraité(e)s qui miseraient sur les fonds de pension risqueraient de toucher moins, voire rien. En effet les sommes amassées seraient placées sur les marchés financiers, à la merci d'un krach ou d'une crise comme le capitalisme en génère régulièrement.

**3** Elle ne peut pas compléter le système par répartition mais le cannibaliser. Par son existence même, parce qu'il repose sur une logique de baisse des charges sociales, le système par capitalisation grignoterait et détruirait progressivement le système par répartition.

**4** Elle casse le principe de solidarité inter-génération. Chacun(e) épargnerait pour sa propre retraite. Les riches s'en sortiraient peut-être, et les pauvres pas du tout.

**5** Elle est un facteur supplémentaire d'instabilité économique. Les énormes volumes monétaires des fonds de pension sont placés dans des régions du monde où le rendement est le meilleur. Ils permettent la captation par le Nord d'une partie des richesses créées dans le Tiers monde, et peuvent en être retirées dès que la situation se dégrade, accélérant la crise. On en a vu le résultat avec la crise mexicaine ou celle de l'Asie du Sud-Est en 1998. ■

extrait de l'argumentaire édité par l'Alternative Libertaire. Contact Le Coquelicot BP 4078 31029 Toulouse Cedex 4



**Il y a une vraie bataille à mener**

LA LONGUE MARCHÉ

# Marche des femmes des quartiers

**Dans un contexte général de recul des droits réels des femmes, les femmes des quartiers subissent de manière plus violente l'ensemble des discriminations racistes, sexistes et économiques.**

De toutes origines, souvent issues de pays anciennement colonisés, surexploitées quand elles peuvent avoir un emploi, elles sont d'autant plus fragilisées pour faire face à un machisme quotidien, individuel, collectif et institutionnel. En effet, pouvoirs publics, médias, partis politiques ne voient et ne parlent de la banlieue qu'au masculin. "Nous n'apparaissions, disent-elles, que de temps à autre, gentilles, réussissant bien à l'école ou à l'atelier de cuisine qui prépare les repas de la fête de quartier. Silence sur nos vies, sur celles qui ont fugué, qui font le ménage du matin au soir, qui se cachent pour aimer ou se retrouvent maman à peine sortie de l'enfance.

Silence aussi sur nos soeurs qui sont violées et battues dans les caves et ailleurs. Silence sur les pratiques courantes de domination telles que les mariages forcés, le harcèlement sexuel et moral et les violences conjugales, qui sont le lot quotidien de certaines d'entre nous. Nous sommes souvent condamnées à rester enfermées dans la sphère privée, principal espace de notre oppression."

Des millions de femmes dans les banlieues et en dehors ne veulent plus se soumettre à cette loi du "plus fort" et se soulèvent contre l'omerta ambiante.

C'est pourquoi des femmes ont organisé des Etats Généraux en janvier

2002 afin de témoigner de leur vécu et faire émerger des revendications, portées par une Marche Nationale des Femmes contre le ghetto et pour l'égalité (Marche à l'initiative de la Fédération Nationale des Maisons des Potes de Paris). Sur Toulouse un Collectif de femmes et d'associations défendant le droit des femmes s'est constitué pour accueillir les 8 et 9 février la caravane qui traverse plus d'une vingtaine de villes en France.

Malgré une orientation nationale un peu "molle" sur les questions féministes, le Collectif des femmes toulousaines s'est révélé être beaucoup plus radical et entreprenant sur le sujet. Cette situation est le fait d'une présence forte et visible des féministes dans diverses associations de la ville. Ainsi en nous appropriant cette Marche, NOUS, les femmes de Toulouse avons posé en choix politique, non seulement la nécessité d'un débat non-mixte mais aussi celle

d'une visibilité de la lutte sur les quartiers populaires (le 8 février, la Marche est partie de la Reynerie jusqu'à la maison de quartier de Bagatelle, en passant par la salle Cabaret de Bellefontaine où a eu lieu la réunion entre femmes). La non-mixité a eu pour effet une libération de la parole à travers des témoignages poignants trop longtemps tenus secret par la loi du silence et la honte. Réalité également exprimée par Samira Bellil, auteure du livre "Dans l'enfer des tournantes" qui a participé à cette rencontre forte en émotion.

La situation est urgente, c'est pourquoi nous avons décidé de ne plus attendre mais d'agir car LA SEULE SOLUTION EST LA NÔTRE. Cette Marche est le commencement d'un combat de longue haleine contre toutes les formes de violences faites aux femmes dans cette société patriarcale. Les débats et les actions vont se poursuivre au sein des associations de quartier et du Collectif pour permettre l'émergence de témoignages et de revendications locales qui seront collectés dans un "livre blanc" rendu public et transmis aux autorités politiques lors de la Journée Mondiale des Femmes du 8 mars.

Le rendez-vous est pris!

> Nat et Saly



**Silence sur les pratiques courantes de domination**

LA RUE SANS JOIE

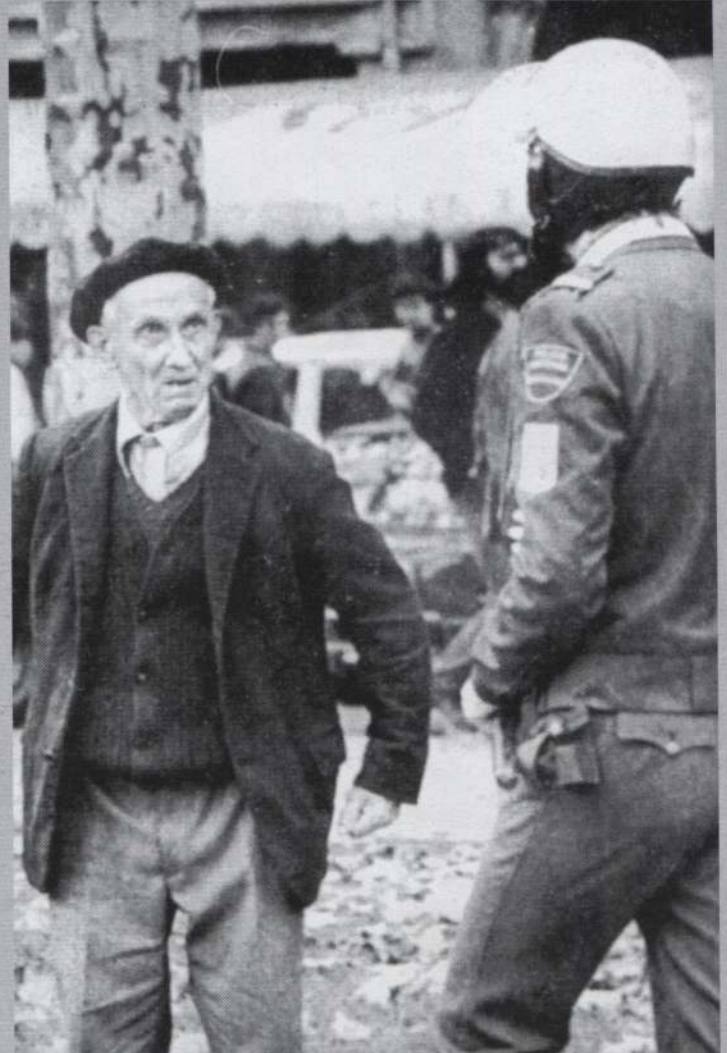
# Police partout

De la lepénisation des esprits à la fascisation de la société? Quand la répression assure la popularité. La loi pour la sécurité intérieure (LSI) du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (sic) a été adoptée par l'assemblée et le sénat. Elle devrait donc être inscrite dans le code civil. De ses 57 articles initiaux, ce seront finalement près de 150 qui s'ajouteront à la loi grâce aux parlementaires. Ils marquent un net recul des libertés et un pas supplémentaire vers la criminalisation des couches déjà les plus précaires et marginalisées de notre société: jeunes, sans (papiers, domicile fixe, travail...), mendiants, «étrangers», prostituées...

Si son annonce a soulevé un tollé de la part d'une certaine gauche, et une réaction de façade du P.S. qui soutient la même ligne politique; si, encore, les options prises par le gouvernement sont pourtant plus que dangereuses, puisque les associations d'aide aux exclus, de défense des droits de l'homme, ou encore le syndicat de la magistrature ont tiré la sonnette d'alarme; bref, si la France a pris un virage ultra sécuritaire et répressif, la fameuse «France d'en bas», soucieuse de sa tranquillité, semble sereine et contente d'avoir

été si bien entendue. Nicolas Sarkozy, crédité de plus de 60% d'avis favorable, devient l'homme politique le plus populaire du pays.

Une série de nouveaux délits est créée. Mendicité dite «agressive» (on voit mal qui décidera de l'«agressivité» supposée de la mendicité...), retraits de permis et saisie des véhicules pour les gens du voyage et les voyageurs qui s'installeraient sans autorisation sur un terrain public ou privé, expulsion des étrangers en règle dont le «comportement constitue un trouble à l'ordre public», interdiction du raco-



lage passif, la France adoptant sans réflexion une position prohibitionniste qui n'a jamais empêché la prostitution, mais marginalise et «périlise» la vie des prostitué-es, insultes et intimidations à l'encontre des agents de l'état (police, gendarmerie, magistrats, douaniers, matons, gardiens d'immeuble...), des personnes de leur famille ou «vivant habituellement à leur domicile», absentéisme

scolaire, rassemblements dans les halls d'immeubles etc.

Suite logique de la LSQ, pondue par notre chère «gauche» plurielle, la LSI prévoit également un élargissement sensible des pouvoirs accordés à la police: fouilles sans mandats, y compris par des vigiles privés, extension du fichage aux suspects, facilitation de l'accès aux fichiers nominatifs, publics ou privés, suppression

**Suite logique de la LSQ**

## LA RUE SANS JOIE



du droit au silence en garde à vue, prolongation des gardes à vue pour les mineurs etc. A cet arsenal répressif s'ajoutent les lois Sarkozy d'orientation pour la sécurité intérieure (LOPSI) adoptées cet été, les lois Perben sur la justice, et les choix budgétaires qui ont démontré clairement l'orientation ultra-répressive du gouvernement.

D'une part les forces de police sont renforcées (13 500 embauches et la création d'une «force de réserve» constituée de retraités volontaires de la police et de l'armée!) et d'autre part des crédits énormes sont débloqués pour la «sécurité» (5,6 milliards d'euros sur 3 ans).

La «justice» se dote, elle aussi, de moyens supplémentaires: 3,65 milliards d'euros avec la création de 13 500 places de prison dans 30 nouveaux centres, dont 8 destinés exclusivement aux mineurs. L'abandon de la politique de prévention pour les mineurs est finalisée, avec la remise en place des maisons de correction avec détention dès l'âge de 13 ans, des sanctions pénales dès 10 ans, la suspension des allocations familiales aux parents des enfants arrêtés, le recrutement de 3 300 juges non pro-

fessionnels dits «de proximité», qui pourront juger de manière expéditive les délits liés à la jeunesse et à la pauvreté. C'est en quelque sorte l'officialisation d'une «justice à deux vitesses».

Les budgets des ministères de la justice (+7,4%), de la défense (+6,1%), et de l'intérieur (+4,1%) sont en forte hausse, ceux de la culture (-5,2%), de l'écologie ou du travail (-6,2%) sont eux en chute. Enfin, pour l'éducation: suppression de 5 600 postes de surveillants et de 20 000 emplois-jeunes d'aide-éducateurs...

### Le gouvernement décrète la guerre sociale

Tout cela correspond à une tactique claire de criminalisation des couches les plus précaires de notre société, en portant la répression sur les plus faibles, les plus exploités, et ceux qui pourraient représenter une menace à l'ordre capitaliste actuel. Le gouvernement ne fait qu'appliquer le projet de société qui est le sien: celui du MEDEF et des libéralistes de tout poil, de droite ou de gauche. Il reproduit sciemment le fameux «modèle américain»: tolérance zéro et ultra-répression de la violence créée par une société ultra-inegalitaire. La guerre contre l'ennemi extérieur (le terrorisme) va de pair avec celle contre l'ennemi intérieur (le délinquant, le «sauvageon», le perturbateur).

Ce qui ne répond en rien aux véritables problèmes sociaux générés par nos sociétés dont la violence première est une insécurité sociale, liée à l'exploitation, aux inégalités face au travail. Quel avenir est promis aux

«jeunes des quartiers», ces fauteurs d'«insécurité» visés en premier par ces mesures? Peut-on ignorer l'inégalité dans l'éducation ou à l'embauche, la difficulté à trouver un logement quand on porte un nom d'origine africaine ou maghrébine? Peut-on nier les séquelles de la colonisation et de la fausse décolonisation, le lourd héritage de l'émigration/immigration, et le racisme qui en découle? Il ne s'agit pas de minimiser ou de nier les problèmes actuels de violence, mais où sont donc les causes réelles de l'«insécurité» et que fait-on concrètement pour résoudre ces problèmes? Rien, on désigne les perturbateurs et on réprime. Ignorer ces causes et stigmatiser ces jeunes, c'est sous-entendre que s'ils sont violents, c'est parce qu'ils sont «comme ça», et c'est quasiment franchir la limite du racisme, de la xénophobie. Surtout que si la violence est effectivement plus présente, elle concerne toutes les populations, et les «petits français» participent eux aussi à ce climat... A cette insécurité sociale, la seule réponse envisagée reste la répression policière généralisée. C'est une véritable guerre sociale qui est déclarée partout, à laquelle devra répondre une réaction des mouvements sociaux et des opposants à la logique capitaliste.

Les attermoissements actuels des partis de l'ex gauche plurielle ne doivent pas nous laisser dupes: ils ont été les premiers à donner une résonance aux délires sécuritaires relayés par des médias compatisants avec la loi liberticide sur la sécurité quotidienne (LSQ), n'ont jamais aboli la double

peine, ni accordé de régularisation aux sans-papiers qui vivent et travaillent en France sans droits ni protection depuis parfois plus de 10 ans. L'opportunisme politique du ralliement du P.S. à l'opposition aux lois Sarkozy-Perben fait sourire quand on se souvient des premières réactions aux projets gouvernementaux de la part de Daniel Vaillant («Sarkozy me copie») ou de Julien Dray, pourtant ex fondateur de SOS racisme («oui, je suis sécuritaire») ou «pour le bien être de notre pays je ne peux souhaiter que votre succès»).

### Le contrôle social, nouveau modèle occidental

L'avancée des logiques sécuritaires en Occident répond à une problématique déterminée des tenants du système capitaliste. La peur est érigée en nouvelle norme. Les sentiments de crainte, flous et diffus, entretenus par les médias, exaltés par le discours anti-terroriste, se sont focalisés sur l'«insécurité», vase creux dans lequel chacun met ce qu'il veut, ses propres rancœurs sociales ou ses frayeurs. La criminalité devient un spectacle à la télévision, et il est sous-entendu qu'elle provient toujours des mêmes... En France, les mots arabes, musulmans, islamistes, intégristes, finissent par se confondre dans la plupart des esprits. La peur de l'autre se répand, et avec elle la popularité du sentiment d'«insécurité», même quand celle-ci n'est que très lointaine (voir les pourcentages de vote FN dans les petits villages ruraux). Ce sentiment d'insécurité garantit le soutien populaire au développement d'une



La violence première est l'insécurité sociale

tactique totalitaire à mots couverts, à l'extension à tous les domaines de la vie de la répression, et par ce biais, au renforcement du contrôle social. Ce contrôle social vise avant tout à la conservation des structures sociales, dans leur état, à la pérennisation définitive des pouvoirs en place. Le lobby sécuritaire est d'ailleurs très puissant, et l'on peut remarquer qu'en seulement 15 ans, le marché de la sécurité est devenu juteux: vigiles, maîtres-chien, milices privées se multiplient (recrutant d'ailleurs principalement chez les jeunes ex «sauvageons»!), les polices municipales ont triplé leurs effectifs, sans compter les alarmes ou le matériel à destination des polices privées et publiques. C'est à se demander si le but ne serait pas de résoudre les problèmes par la peur et l'isolement. A tous le rythme: «dodo, boulot, supermarché, télé». Consommer et rester cloîtré, accepter sans résister, voilà le projet...

Au-delà des jeunes de cité, c'est toute forme d'opposition qui est muselée: les mouvements sociaux, les syndicalistes, les opposants au système capitaliste, sont aussi en première ligne pour la répression. Ainsi le mouvement No Border cet été, les syndicalistes de France Télécoms licenciés, les militants de la Confédération Paysanne incarcérés... Le droit à la contestation est fortement remis en cause, que ce soit dans l'entreprise ou dans la rue. On peut prendre pour exemple les précautions prises pour les sommets des grands de ce monde, à Gênes, Göteborg, Barcelone, avec les fermetures abusives de frontières, et les mesures policières d'exception.

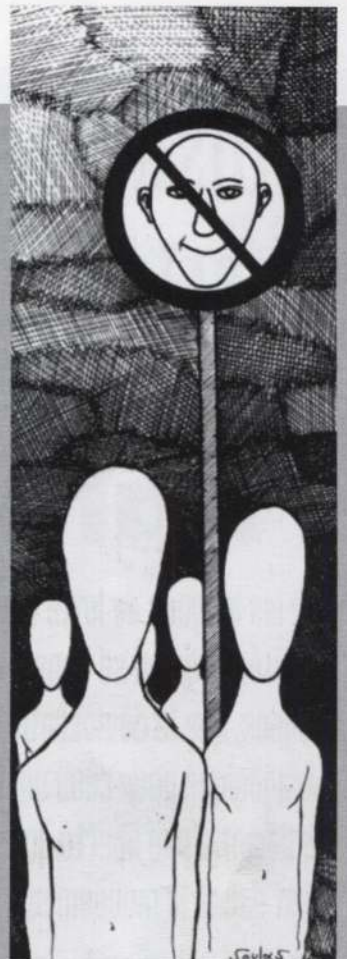
En Italie, suite au Forum Social de Florence qui s'est pourtant parfaitement bien déroulé, 40 militants ont été arrêtés, accusés d'«association subversive», seulement pour leur engagement.

Dans le même temps, la «tolérance zéro» ne s'applique pas aux délinquants en col blanc, politiciens ou hommes d'affaires véreux, pour les malversations financières et les détournements de fonds, ou pour les catastrophes industrielles et humaines (en Afrique ou en Birmanie) du groupe TotalFinaElf. Et Jacques Chirac ne sera pas inquiété pour l'affaire des HLM de Paris.

La police se sent aujourd'hui totalement libre d'agir et de réprimer comme bon lui semble, parfois en totale violation de la loi, et les cas de bavures et les décès douteux en prison se multiplient. On voit donc que la fascisation de la société est en marche, et que le 21 avril, s'il n'a pas porté le FN au pouvoir, a permis l'acceptation silencieuse de l'application de certaines de ses idées nauséabondes par les sbires de la droite, et par certains cadres du PS.

Reste une solution au développement du tout répressif qui pourrait être la «re-politisation» des populations concernées, en prenant le mot «politique» dans son sens étymologique: la vie de la cité, la vie commune. Partant d'une nouvelle conscience politique, on pourrait envisager la création commune de solutions par les habitants eux-mêmes, qui pourraient ainsi agir sur leur propre vie, sans attendre les décisions des élus. On pourrait rêver d'une auto-organi-

sation des quartiers populaires, avec création d'espaces de rencontre et d'échange, re-création des liens sociaux délités... Certes, la tâche est énorme, et on en voit mal la possibilité, mais il existe peu d'alternatives. Ce mouvement pourrait ressembler aux «Black Panthers» des quartiers noirs américains, qui donnèrent une voix et une organisation (crèches, foyers sociaux, soupes populaires, journaux...) aux prolétaires afro-américains, et ce, sans communautarisme excessif. Les services secrets américains en comprennent d'ailleurs immédiatement le danger, en désignant les panthères noires comme l'ennemi numéro un, et en s'attelant à leur destruction. Ainsi, ils n'hésitèrent pas à organiser les réseaux d'acheminement des drogues dures vers les ghettos, et à laisser le champ libre aux gangs, donnant ainsi l'exemple parfait du contrôle social. Et le gain fut double, voire triple, pour les tenants de l'Amérique blanche et capitaliste: criminaliser les pauvres, parqués dans des zones déterminées, en les dressant les uns contre les autres, les trafics permettant l'accès à la consommation; donner des raisons et de la popularité au renforcement de la répression; maintenir en l'état de «l'ordre social». Pour finir, la possibilité d'ascension sociale pour une infime minorité, et donc la création d'une bourgeoisie noire, donna un visage consensuel à la «démocratie» américaine. Une démocratie, où plus de la moitié de la population carcérale reste noire, où les ghettos sont plus présents que jamais, et où les revendications des



panthères seraient toujours d'actualité. Ce traitement du problème de «l'insécurité» n'est d'ailleurs pas sans ressemblances avec l'action du fameux Sarkozy... Les modèles réactionnaires sont toujours les mêmes. Face à la fascisation de la société, il va donc nous falloir réagir, et nous atteler plus que jamais à la création d'un véritable front social, à l'élaboration d'une alternative au capitalisme et d'une nouvelle force révolutionnaire.

> Romain



**Consommer et rester cloîtré**

KABYLIE BLUES

# L'insurrection libertaire du mouvement des "Aarouchs"<sup>2</sup>

**Que les moyens de lutte doivent correspondre aux finalités que l'on se donne, que la fin ne justifie pas les moyens, que la démocratie doive être un outil pédagogique pour ceux qui luttent, chacun étant toujours l'étudiant d'une liberté qui s'invente, voici le défi que s'est donné le mouvement.**

Le même Code d'honneur se garde explicitement des dérives bureaucratiques et politiciennes en interdisant à tout délégué « d'utiliser le mouvement à des fins partisans et de l'entraîner dans des compétitions électoralistes ou dans des options de prise de pouvoir tout autant que d'accepter un poste politique quelconque ».

Un document intitulé « structuration, organisation et fonctionnement » formalise la démocratie directe.

Tout le pouvoir y est donné aux assemblées générales des villages et des quartiers qui ont elles-mêmes l'autonomie d'organisation et d'action. Elles se fédèrent en coordination de Willaya, chaque unité de base envoyant deux représentants. Enfin il y a une coordination inter-Willaya. Les délégués de la coordination ont un mandat strict de porte-parole de leur collectif de base et sont révocables à tout moment. La seule structure permanente est la Commission de solidarité, dont le rôle exclusif est de recenser les blessés, d'assurer la collecte nationale et internationale des médicaments, et pour les cas d'extrême gravités, d'en référer à une commission médicale indépendante. La coordination de Willaya est chargée d'appliquer les décisions prises par l'assemblée des délégués. Ce sont des rencontres longues et épu-

santes car l'accord ne peut se faire qu'au consensus ou bien, en cas d'impasse, à la majorité des trois-quarts.

La présidence est chargée d'assurer la continuité entre deux grands conclaves et n'a pas de pouvoir décisionnel. C'est une « présidence tournante » : elle n'est jamais renouvelée et émane des villages qui accueillent la rencontre. C'est dire aussi qu'elle est décentralisée géographiquement. Cette présidence tournante est composée de 2 membres de la présidence sortante, de 2 membres de celle en exercice et de 2 membres de la prochaine. Ce collectif qui génère ses propres garde-fous face aux dérives autoritaires ou personnelles, permet de gérer la rotation rapide des responsables en gardant l'efficacité (transmission des compétences, et apprentissage en vue du futur mandat).

Cette organisation de bas en haut, est boudée par les notables kabyles et est considérée avec beaucoup de réserve, quand ce n'est pas avec une franche hostilité, par les partis politiques démocratiques. C'est évidemment leur légitimité qui est mise en cause : ni le FFS, ni le PT ni le RCD n'ont oublié que les émeutiers Kabyles du printemps 2001 ont incendié leurs locaux, au même titre que ceux des partis du pouvoir.

Le FFS, après avoir par la bouche de son président Aït Ahmed déclaré que ce mouvement était une création des services de sécurité (sic), a même promu de faux délégués (appelés délégués Taiwan) pour discuter avec le Pouvoir. Et deux de ses élus ont même participé, à Tizi-Ouzou, à une cérémonie de décoration des gendarmes mis en quarantaine par la population.

La démocratie directe est le principal facteur qui a permis au mouvement de résister à tous les coups de force et à toutes les manigances, de continuer à mobiliser massivement. Chacun en a une claire conscience même si des difficultés apparaissent. Par exemple la démocratie directe est un mode lourd et lent quand il faut prendre des décisions urgentes. On a même vu des délégués hostiles au mouvement (mais élus par la base dans leur village ou leur quartier) se référer à la démocratie directe pour empêcher que des décisions urgentes ne soient prises.

Une autre contrainte est liée à la composante sociologique du mouvement, à ses pesanteurs, à ses traditions, que la démocratie directe reflète sans pouvoir toujours la modifier.

## De la tradition à la subversion

Paradoxalement le mouvement des assemblées reprend à son compte le nom des anciennes structures collectives traditionnelles, villageoises et féodales : les Aarouchs. Ceux-ci ont toujours permis aux Kabyles de réguler leur fonctionnement, y compris dans la diaspora, et de se dispenser de trop de relations avec les pouvoirs occupants (turcs, français). Mais le mouvement des assemblées en a complètement bouleversé la composante et les finalités.

Ce n'est pas la première fois que les sociétés en crise de renouvellement se reposent sur des modes anciens d'organisation pour se propulser dans l'avenir. Il en fut ainsi en Ukraine en 1917 avec la commune rurale (le Mir) ou en Catalogne. Cela faisait dire à Marx, en 1881, par rapport à la Russie, que la transformation sociale ne pouvait aller sans « un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type archaïque ».

L'archaïsme qui subsiste dans le mouvement est lié à la représentativité des femmes : elles en sont tout simplement

absentes, alors qu'elles sont majoritaires dans le mouvement associatif et que tous les partis démocratiques ont mis en tête de leur programme l'égalité des droits et l'abrogation du code de la famille. Les militants et les délégués reconnaissent cette réalité. Ils récusent que cette absence soit exclusion volontaire. Ce qui est certain c'est que les Aarouchs, mouvement populaire, à composante très rurale, qui tire sa légitimité de la rigueur d'un système électif « assembléiste », reflète la composante sociale de la Kabylie. Aucune femme ne se présenterait dans son village au suffrage des habitants. Si elle doit s'exprimer elle ira manifester ou militer ailleurs que chez elle, là où il n'y a pas son père, ses frères ou ses oncles. C'est aussi un autre problème que de la démocratie directe ne règle pas encore : celui du volontarisme politique.

## L'avenir

Aujourd'hui l'avenir apparaît bien sombre. L'Algérie ne s'est pas soulevée. Le pouvoir ne cède sur rien. L'islamisme, armé et légal, perdure, avec une arrogance renforcée par la Concorde civile décrétée par le président Bouteflika. L'armée refait son apparition en Kabylie pour protéger la gendarmerie et gérer sa sortie des casernes.

La solidarité extérieure avec le mouvement des Aarouchs est rendu difficile : monopole de l'information dans les médias lourds (Libération et le Monde) par une unique force politique algérienne ; extrême mauvaise conscience et fort refoulement de la gauche vis-à-vis de son passé colonialiste ; et enfin absence historique et durable de vision et d'engagement des mouvements révolutionnaires européens et euro-centriste à l'égard de l'Algérie en particulier et de l'Afrique en général.

Malgré tout c'est dans ce mouvement, et à partir de lui, que les nouvelles donnes politiques vont naître en Algérie. Cela mettra beaucoup ou peu de temps et coûtera peut-être encore beaucoup de vies. Mais comme le disait un homme très pondéré au cœur des émeutes de Tizi-Ouzou : « nous sommes allés trop loin et avons eu beaucoup trop de morts pour revenir en arrière ». Pendant ce temps, les jeunes émeutiers criaient : « oulesh smah oulesh » (pas de pardon) « vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts ».

► Georges Rivière

**L'archaïsme qui subsiste... est lié à la représentativité des femmes**

DOS AU MUR

# Palestine, sortir de l'impasse ?

Alors que les préparatifs de la future guerre pétrolière en Irak ne cessent de se prolonger, le peuple palestinien est abandonné en pleine impasse, seul face au colonialisme sioniste, à la répression toujours plus forte de toute résistance, au terrorisme ciblé de Tsahal, aux destructions de maisons, de champs, d'infrastructures...



Tout embryon d'autonomie a été systématiquement détruit, l'économie est plus qu'exasmée, les écoles, les marchés sont fermés, les hôpitaux tombent en ruine. 2 Palestiniens sur 3 vivent sous le seuil de pauvreté, soit avec moins de 2 euros par jour, et le taux de chômage dépasse les 80% sur certaines villes, et est supérieur dans les camps de réfugiés.

Face à cette situation, quelles sont les réactions internationales, où sont les forces d'intervention de l'ONU ? Le silence s'installe, les médias ne font plus leur une du conflit, et la situation se banalise, au moins dans les esprits occidentaux. Palestiniens et Israéliens sont mis dos à dos, traités sur un pied d'égalité, avec « objectivité ». Pourtant, d'un côté toutes les forces sont concentrées, la maîtrise du territoire est totale et les colonies continuent de se construire, malgré la violation des accords de Genève, malgré la non-respect de plus de 400 résolutions de l'ONU et des droits élémentaires de l'homme et des peuples. De l'autre, rien. L'impasse, politique, économique, l'avenir bouché. Plus d'espoir de paix, ni d'un état indépendant. La guerre des pierres contre

les chars. Et malheureusement le recours à l'attentat kamikaze. Et leur réplique, l'escalade répressive. Il ne s'agit pas d'angéliser ou de diaboliser les uns ou les autres. Simple-ment de rappeler des évidences.

Cette impasse, on ne peut nier qu'elle serve avant tout les intérêts sionistes, qu'elle renforce les jusqu'au-boutistes de la colonisation, qui n'hésitent plus aujourd'hui à évoquer le « transfert » des Palestiniens vers les pays arabes limitrophes comme étant une solution définitive au problème. Que Sharon encourage l'impasse et la renforce, semble finalement « naturel », machiavéliquement normal. L'impasse lui permet de gagner du temps et surtout du terrain, de continuer les implantations ; chaque attentat lui permet une répression plus forte, l'arrestation ou l'assassinat de cadres de la résistance, et lui offre comme adversaire le vide et le désespoir d'un peuple, donc une latitude maximale d'action.

Le concert des nations ne réagira pas, non seulement en raison du soutien intangible des USA et de la non-implication de l'Europe, mais aussi parce que les pays arabes et musulmans

sont embarrassés par le problème palestinien, qui remet leur équilibre en question. L'intervention d'une force internationale n'est donc pas pour demain, surtout au vu de la « normalisation » de la situation. Et les affaires continuent, les zones de libre-échange fonctionnent à plein régime. Il est donc indispensable de dénoncer Israël pour ce qu'il est, un Etat non démocratique, sioniste, militaire, non respectueux du droit international ; indispensable de continuer à soutenir la résistance du peuple palestinien, de l'encourager à travers nos actions, nos pressions sur nos gouvernements, et par le boycott des produits israéliens.

Mais n'oublions pas que face à ces logiques, des deux côtés, des voix s'élèvent, des collectifs agissent, et que nombreux sont ceux qui croient à la paix et à la coexistence. Ce sont ces militants qu'il faut soutenir avant tout, ceux qui se battent dans une perspective démocratique, laïque, égalitaire ; qui tissent des ponts entre les peuples ; qui font survivre l'espoir d'une sortie de l'impasse...

> Romain

## DES CHIFFRES ET DES MAUX

**260** millions d'euros : c'est le prix actuel d'un seul avion F-22 autrement dit « chasseur furtif », mais ce n'est qu'en 2006-2007 que les fabricants d'armes en toucheront les dividendes. Les dépenses pour ces années-là en matériel militaire dépasseront les 100 milliards de dollars par an. Ben Laden quand tu nous tiens ? Le N. Obs du 14 / 20 / 2002.

**10** millions d'euros : c'est les dégâts occasionnés par les adhérents de FNSEA, à Fougères, au mois d'octobre 2001. Ils ont rendu inconsommables les 2000 tonnes de viandes, et inutilisables les locaux, et les frigos. Les Renseignements Généraux présents ont tout filmé, pour le moment pas d'interpellations, pas de mise en examen. Le préfet, au courant dès le début de ce saccage a promis aux victimes le remboursement des dégâts, et le versement est imminent (« Ouest France » 30 mai 2002). Comment voulez-vous que les adhérents de la FNSEA militent à la Confédération Paysanne ?

**7** millions d'euros : c'est la perte financière de la société Acmat ; constructeur devant l'éternel de véhicules militaires légers. Cette entreprise familiale est victime d'un impayé de 50 de ces engins et les Echos du 10 décembre 2002, qui donnent l'information, ne dénoncent pas ces misérables individus qui mettent en péril une si honorable maison. L'armée française bonne fille, se sacrifie à hauteur de 4,6 millions d'euros. L'entrepreneur faisant le chantage à l'emploi (170 salariés) cherche à vendre les 50 véhicules qui lui restent sur les bras. Ne nous faisons pas trop de soucis, l'époque est favorable à un tel produit de consommation, bientôt avec la guerre en Irak ils vont partir comme des petits pains.

**220** c'est le trafic alterné de camions sous le tunnel du Mont Blanc que les riverains ont retrouvé dès le 25 juin 02. Ainsi, après l'ancien ministre du transport Gayssot (P. C), Gilfonce le clou. Cela fait un poids lourd toute les seize secondes, pour écouler 40 millions de tonnes de marchandises par an, qui seront pour beaucoup d'entres elles détruites par les syndicalistes subventionnés de la FNSEA et remboursés par un Etat ficelé sur sa payannerie. Une question, quelle est la différence entre un ministre du P.C. et un ministre de l'U.D.F ? N. Obs 20-26/06/02

> Bibas

Des deux côtés des voix s'élèvent

CHECK-POINT

# Vivre ensemble

Rencontre avec une de ces activistes du mouvement Taayush, dans le cadre de l'émission de radio de l'A.L. Toulouse, Un autre Futur! (tous les vendredis de 19h à 20h sur Radio Occitania). Adi Tal a passé quinze jours à Toulouse, à l'invitation des motivé-e-s. Merci à Céline, Jean-Marc et Katia, au passage.

Adi Tal, Israélienne née à Jérusalem, a vécu une enfance et une adolescence israélienne classique : scolarité tranquille et patriotisme sioniste. Ce n'est qu'au cours de son service militaire que commence son évolution politique, constatant la contradiction qui existe entre les valeurs enseignées à l'école et l'idéologie agressive propagée auprès des conscrits et les pratiques de Tsahal dans les Territoires.

Il faudra un séjour en Europe pour que s'opère en elle une prise de conscience et que la rupture se fasse. En Espagne, des discussions avec des personnes neutres ou d'autres critiques à l'égard de la politique israélienne, voire anti-sionistes, lui ouvrent les yeux. En Allemagne, elle sympathise avec des militants de la gauche radicale, anars ou autonomes, participe à des manifs, et change totalement sa vision du conflit proche-oriental.

Peu après son retour en Israël, bouleversée par la reprise de la guerre, Adi rejoint Taayush.

Taayush (« vivre ensemble » en arabe) est un mouvement d'opposition au sionisme en Israël. Il regroupe des citoyens juifs et arabes de tous âges et conditions sociales. Ce mouvement

récent, radical par ses idées, milite pour un rapprochement, une connaissance mutuelle et une coopération entre Juifs et Arabes en Israël, et entre Israéliens et Palestiniens. Il a été créé suite à la répression d'une manifestation pacifique de soutien à l'Intifada, organisée par des Palestiniens citoyens d'Israël en octobre 2000. Ce jour-là, treize personnes sont mortes sous les balles de Tsahal. Des militants juifs et arabes israéliens ont pensé que si des juifs avaient été présents, le massacre aurait été évité. Taayush est né de cette idée. Le mouvement compte 500 militants actifs, et met en contact plus de 2000 personnes par sa liste internet. Il fonctionne selon le principe de la démocratie directe visant le consensus. Il mène des actions en Israël même : lutte contre toutes les ségrégations, les destructions de maisons et les confiscations de terres palestiniennes, pour la reconnaissance des villages arabes et leur égalité d'accès aux services publics, pour l'évacuation des territoires occupés par l'armée et le démantèlement des colonies de peuplement. Dans les territoires occupés, Taayush organise des convois d'aide humanitaire, participe

à des manifestations, et tente de tisser des contacts et d'encourager la connaissance mutuelle. Le principe central est la non-violence des actions. Le but est double : faire prendre conscience aux Israéliens de la discrimination dont les Palestiniens font l'objet et de la source réelle de leur ressentiment ; et faire comprendre qu'il y a en face des interlocuteurs et que la résistance est différente du terrorisme sanguinaire présenté par la propagande gouvernementale.

Adi Tal a tenu à présenter ses réponses avant tout comme l'expression de sa propre opinion. D'autres membres de Taayush, les Arabes israéliens notamment, ne partagent pas forcément le même point de vue sur certaines questions.

● **Un autre Futur : Que penser du boycott des produits israéliens ?**

**Adi Tal :** Le boycott économique risque de n'affecter que la partie la plus défavorisée de la population, notamment les Palestiniens. Je serais plus favorable à un boycott culturel touchant les échanges universitaires ou la musique... On pourrait faire le parallèle avec le boycott pratiqué par le passé à l'encontre de l'Afrique du Sud. Il faut de toute façon tenir compte du fait que beaucoup d'Israéliens pensent que le monde est contre eux, que toute critique a pour source l'antisémitisme.

● **Un autre Futur : Quelles sont les relations de Taayush avec les autres mouvements pour la paix ?**

**Adi :** Il existe plusieurs groupes juifs luttant contre l'occupation : les Femmes en noir, Gush Shalom, Shalom Akhshav. Nous sommes amenés à collaborer avec eux pour l'organisation



des convois humanitaires. De tous ces groupes, c'est la commission des femmes qui a été la plus active pendant l'intifada. Nous recevons par ailleurs l'aide d'ONG (pharmaciens, avocats du Betslem<sup>1</sup>, etc.) lorsque des expertises sont nécessaires. Betslem est le principal groupe travaillant sur les droits. Il établit des rapports sur les problèmes des droits humains, leur violation par Tsahal et les colons. Il y a Physicians for human rights, un groupe de médecins menant des actions tous les samedis dans les Territoires.

● **Un autre Futur : Avez-vous des contacts avec des Palestiniens des Territoires ?**

**Adi :** Nous avons des contacts essentiellement avec des leaders Palestiniens locaux dans les villes et villages, tenus en général par le Fatah. Nous nous voulons ouverts à tous les groupes – voire même le Hamas – à partir du moment où l'action envisagée est non violente. Nous travaillons avec PINGO, une fédération d'ONG palestiniennes.

● **Un autre Futur : Les Israéliens ont-ils conscience de la situation d'occupation ? du non respect des résolutions de l'ONU ?**

**Adi :** Les Israéliens ne sont pas conscients de la situation générée par l'occupation. Les médias n'en

**Le principe central est la non-violence**





parlent pratiquement pas. Les gens ne veulent pas se poser la question de la vie des Palestiniens sous le couvre-feu. Pour certains, le service militaire dans les territoires peut aider à une prise de conscience. Pour la plupart, ils arrivent toujours à trouver des justifications pour ne pas avoir à admettre que la politique de leur Etat et les pratiques de l'armée sont contestables.

● **Un autre Futur: Comment êtes-vous perçus en Israël? qui vous soutient? Quelle différence entre vous et les autres militants de la paix?**

**Adi:** La gauche sioniste, travailliste ou les autres groupes non mixtes, se déclare pour la fin de l'occupation. La gauche radicale lutte en plus pour l'égalité des droits à l'intérieur d'Israël, et pour un Etat binational ou multinational. Il faut préciser qu'à l'intérieur même de Taayush, il y a débat sur cette dernière question. Les groupes d'objecteurs de conscience continuent à se développer. Les soutiens que nous recevons proviennent de certains journalistes de gauche, des autres groupes pacifistes et de la gauche radicale. Si l'on sort de ces milieux, on peut parler d'incompréhension de la part des familles, et de grosses difficultés sur le lieu de travail.

● **Un autre Futur: Le travail de Taayush contribue-t-il à modifier l'opinion?**

**Adi:** Nous nous efforçons de changer la vision que les Israéliens ont des Palestiniens. La tâche est ardue! Il y a beaucoup d'obstacles actuellement pour rencontrer des Palestiniens, ne serait-ce qu'à cause du blocage des convois par les militaires. On constate un changement de l'attitude de beaucoup de Palestiniens, dans lequel la réputation de Taayush est pour quelque chose. Ce changement provient aussi du constat que le terrorisme est inefficace. Ils recherchent d'autres solutions et veulent montrer qu'il existe des Palestiniens non violents.

● **Un autre Futur: Quels contacts Taayush a-t-il avec la communauté juive en France et dans le reste du monde?**

**Adi:** Il n'existe aucun contact direct et formel, mais l'AIC<sup>2</sup> a tenté de créer un forum Internet international de juifs contre l'occupation, pour casser le mythe du monde hostile aux juifs. Il existe le réseau Junity, et d'autres émergent. Autre problème: on ne peut pas parler de solidarité avec les Palestiniens si on n'aborde pas la question des réfugiés, du droit au retour. Ouvrir ce débat constitue une action très politique. C'est la pre-

mière fois qu'il est posé pour les Israéliens, le comble étant que même au sein de la gauche radicale, il y a des gens ayant peur de faire face à ce problème des réfugiés. La peur vient de l'incertitude quant à l'ampleur du changement de la situation démographique. Des rencontres seraient l'occasion de montrer aux Israéliens que les Palestiniens ne les menacent pas par leur existence.

● **Un autre Futur: La résolution du conflit viendra du départ des colons. Quels scénarios? Quels enjeux?**

**Adi:** Le gouvernement devrait payer les colons pour qu'ils partent. Leur présence est souvent liée à des motivations économiques. Certains Palestiniens suggèrent que dans le cas de certaines villes entièrement peuplées de colons, la solution serait de leur donner la nationalité palestinienne. Tenant compte de l'intérêt même des Palestiniens, je reste persuadée qu'il faut une évacuation totale des colons.

● **Un autre Futur: On assiste en Israël à deux migrations simultanées: le départ des contestataires usés par la situation, l'arrivée de réactionnaires ou encore de russes attirés par la fortune. N'est-ce pas là une victoire de Sharon?**

**Adi:** Certains partent parce qu'ils considèrent que c'est plus difficile de vivre ici qu'en Europe. D'autres viennent pour les raisons inverses. En tout cas, la radicalisation de la situation fait que la droite est plus à droite, pendant qu'une partie de la gauche se radicalise. Mais c'est vrai: beaucoup de nouveaux Israéliens sont des gens de droite.

● **Un autre Futur: Vous tenez à des actions non violentes. Sont-elles légales ou non?**

**Adi:** Nous sommes en permanence sur la frontière entre légal et illégal. En effet, une pratique courante de l'armée consiste à déclarer une zone fermée pour rendre toute activité illégale. Un de nos projets est de défier la loi interdisant de prendre en auto-stop des Palestiniens.

● **Un autre Futur: Qu'est ce que nous pouvons faire, ici?**

**Adi:** Il est important que vous, en Europe, vous développiez une critique de la politique de Sharon dans un contexte antiraciste et continuiez à combattre l'assimilation systématique de cette critique à l'antisémitisme. Le message que je veux faire passer aux Israéliens est: «le peuple palestinien n'est pas violent».

● **Un autre Futur: Quelle est ta vision d'une solution pour le conflit?**

**Adi:** Ma vision est plutôt utopique puisque j'imagine un seul état, regroupant tous les citoyens, sur la totalité du territoire d'Israël et de Palestine, qui offre l'égalité à tous. Il y a des Palestiniens qui souhaitent la même chose, ainsi que beaucoup des gens de Taayush. On se bat pour arrêter l'occupation, pour qu'Israël se replie derrière les frontières de 67. Moi qui suis allée dans les territoires occupés, je sais que beaucoup de Palestiniens n'espèrent que la paix et j'essaie de faire comprendre en Israël qu'il faut arrêter d'avoir peur, et qu'il y a vraiment une chance de vivre ensemble.

> **Alternative libertaire, Toulouse**

1. Groupe d'avocats.
2. Centre pour une Information Alternative.



## La peur vient de l'incertitude

JE VOUS FAIS UNE LETTRE

## Cher général

**Général, votre tank est un véhicule puissant, il met par terre une forêt, il écrase des centaines de personnes, mais il a un défaut il a besoin d'un conducteur. Bethold Brecht, 1938.**

Cher Général,  
Vous m'avez récemment écrit que «étant donné l'état de guerre prolongé dans lequel nous nous trouvons... et étant donné les exigences opérationnelles qui en découlent», je suis convoqué pour des «tâches opérationnelles dans le secteur de Horon». Je vous écris pour vous informer que je n'ai aucune intention de répondre à cette convocation. Pendant les années 80, Ariel Sharon a érigé des douzaines de colonies pour des colons au cœur même des territoires, une démarche dont le but ultime était une pure et simple répression et dépossession du peuple Palestinien. Aujourd'hui, ces colonies contrôlent presque la moitié de la région, étouffent l'expansion des villes et villages palestiniens et empêchent les déplacements de leurs habitants. En ce nouveau siècle, Sharon – désormais premier ministre – est en train de préparer les derniers stades de ce projet. Il a dicté les ordres d'opération à son scribe, le ministre de la défense, puis ils ont été transmis tout le long de la chaîne du commandement.

Le Chef de l'Etat Major a déclaré que les Palestiniens sont une menace et a donné des instructions pour les soumettre à la chimiothérapie. Le chef de la région centrale a donné des instructions pour imposer le couvre-feu pour une durée illimitée. Le commandant de brigade a stationné des tanks sur les collines et entre les

maisons, et a interdit aux ambulances palestiniennes d'évacuer leurs blessés. Le commandant de bataillon a annoncé que les règles d'engagement («ordres d'ouvrir le feu») seraient désormais lues: "l'ordre est: ouvrez le feu!". Le commandant du tank a remarqué un certain nombre de personnes résidant dans leur maison d'une manière douteuse, et a donné l'ordre au tireur de tirer.

Je suis le tireur. Je suis le dernier petit rouage dans l'engrenage de cette machine de guerre sophistiquée. Je suis le dernier maillon, le maillon faible de la chaîne de commande. Je suis juste censé obéir aux ordres. Me réduire moi-même à un stimulus-et-réponse. Entendre le commandant dire "feu!" et appuyer sur la gâchette. Faire brûler une cartouche dans la conscience de chaque Palestinien. Pour parfaire, achever le grand projet. Et tout faire avec la simplicité naturelle d'un robot qui ne sent rien derrière les secousses du tank quand l'obus est éjecté du canon et vole vers sa cible. Mais comme Brecht a écrit ensuite:

Général, l'être humain est très utile il peut voler, et il peut tuer. Mais il a un défaut. Il peut penser.

Ainsi, mon général, qui que vous soyez, commandant de bataillon, chef de l'Etat Major, ministre, premier ministre – un ou tous ceux-là – je suis capable de penser. Peut-être ne puis-je rien faire d'autre que cela. Je dois



vous confesser qu'en tant que soldat, je n'ai pas particulièrement de dons et je ne suis pas particulièrement courageux. Je ne suis pas un bon tireur. Mes habilités techniques sont réduites. Je ne suis pas un très bon sportif non plus, et je n'arrive même pas à ce que mon uniforme m'aille bien. Mais penser est quelque chose dont je suis capable.

Je peux voir où vous m'emmenez. Je peux comprendre que nous sommes supposés tuer et écraser, liquider et mourir, et que ça ne finira jamais. Et je sais que "l'état de guerre prolongé dans lequel nous nous trouvons" se prolongera encore et encore. Je peux déduire que les «conditions opérationnelles qui en découlent» ont besoin de nous pour abattre et traquer et faire souffrir de la faim une nation entière; quelque chose dans ces «exigences» ne va pas du tout. Je me vois donc dans l'obligation de refuser votre convocation. Je ne viendrai pas presser la détente en votre nom.

Bien sûr, je n'ai aucune illusion. Entre nous, je suis un insecte bourdonnant que vous allez écraser et essayer de détruire avant de continuer votre chemin à grandes enjambées. Vous vous trouverez un autre tireur, plus obéissant et doué que moi. Il n'y a pas de crise. Votre tank continuera à gronder. Un seul moustique ne peut pas arrêter un tank, certainement pas tout ce défilé de folie. Mais le moustique peut bourdonner, irriter, exaspérer, et, parfois même, piquer. Finalement, de plus en plus de tireurs, conducteurs et commandants, qui verront de plus en plus de morts sans

but, vont aussi commencer à penser et à bourdonner. Nous sommes déjà plusieurs centaines. Finalement notre bourdonnement s'amplifiera dans un sourd tollé qui se répétera dans nos oreilles et dans les oreilles de nos enfants, et sur les pages de l'Histoire pendant plusieurs générations. Donc, Général, avant que vous m'envoyiez plus loin d'un grand coup, peut-être vous aussi devriez penser un petit peu.

Sincèrement votre,

> **Yigal Bronner**

Yigal Bronner, 28 ans, a été condamné à 28 jours de prison pour refus de servir dans les territoires occupés. Peut-être en «récompense» de sa «lettre au Général» rendue publique, Yigal est victime de mauvais traitements et d'humiliations régulières.

Il est détenu dans un camp pour conscrits, en violation de la loi martiale de l'armée israélienne qui stipule très clairement que les réservistes doivent être détenus séparément des conscrits. Il doit travailler de 6h00 du matin à 9h00 du soir à laver la vaisselle dans une cuisine. Il a interdiction de parler à ses collègues prisonniers pendant toute la journée, et il est aussi sujet à d'autres restrictions: ses affaires personnelles ont été confisquées, il n'a pas le droit de porter de montre, mais il est dans l'obligation de porter un chapeau toute la journée. L'organisation Yesh Gvul a joint la femme de Yigal, Galila, qui vous supplie d'envoyer fax et emails de protestation à propos des conditions de détention abusives auxquelles il est soumis. Yigal Bronner enseigne la littérature de l'Asie du sud-est à l'université de Tel Aviv. Il est membre actif de Ta'ayush (voir pages précédentes).

**Je suis un insecte bourdonnant**

LIBER... TERRE

# Jusqu'à ces derniers mois...

...ce silence du bureau était encore fait de lieux communs, de propos légers, sans importance, de petits rires ponctuant des phrases anodines sur la météo, les jeux télévisés, les nouveaux produits publicitaires, les derniers accidents, les soucis ménagers, et j'en passe. Mais il s'était peu à peu transformé en un vrai silence. Et ce matin-là, je ne le décryptais pas encore mais en mon for intérieur je savais, ce silence se nourrissait du fait qu'il n'y a pas besoin de mots pour dire qu'on a envie d'être soi-même, vivant parmi les autres. Derrière les rires, l'apparente

bêtise des gens qui me rendait bête à mon tour, démissionnaire, il y avait cette pulsion insoupçonnée, que l'Empire croyait dominer, cette ressource. Et derrière cette pulsion, il y avait, fort comme une brûlure, insupportable, l'espoir. Mais cela je ne l'ai su qu'après, et les autres avec moi. A ce moment-là il n'y avait que le silence qui trompait bien son monde à nous faire croire que nous n'étions plus que des pions sur le grand échiquier mondial. Ce jour-là s'ouvrait le sommet annuel de la R.L.M, la Réorganisation des Lois du Marché. La privation des

libertés était telle qu'on se demandait à quoi servait une telle rencontre, quel intérêt l'Empire pouvait encore en tirer. Et chaque année, c'était d'un oeil morne et d'une oreille distraite qu'on prenait connaissance des nouvelles mesures visant à "accroître les richesses et les libertés", "la rentabilité et la sécurité" des citoyens dans les secteurs géographiques du nord comme du sud. Je disais donc que l'Empire s'apprêtait à tenir son sommet de puissants. Depuis plusieurs mois, je le savais mais faisais semblant de m'en foutre, des gens discutaient, tenaient des

réunions. Ce n'était pas le fait d'un homme ou d'une femme, particulièrement éclairé(e), supérieurement intelligent(e), d'un charisme fort. Non. C'était le fait de beaucoup de gens, qui avaient continué à travailler, alors que j'étais en proie à la plus terrible impuissance. Il semblait que leur silence à eux s'était nourri de réflexion, d'analyse, se résolvait dans l'envie de parler et d'agir. Ils

se réunissaient, échangeaient des informations. C'était bizarre. Un peu partout, les gens venaient voir, écoutaient, osaient même parler.

## LIBRES LIVRES

### Écrits et encres

F.L. & M.P.P.

Contact Marie-Pierre Portet 31560

Calmont Prix: 15,25 euros



Rencontre improbable et cependant palpable de deux imaginaires... **Écrits et Encres**, haut en couleurs, n'en est que le reflet... Les mots et les images, liés et déliés, échappent alors. Il ne sert à rien de vouloir en percer l'alchimie. Tel est ce second volume, qui, je l'espère, trouvera un écho auprès des lecteurs.

### Lisa

L'eau sur le corps de l'enfant qui sourit  
Ses cheveux dénoués  
arrêtant la lumière  
de mille gouttes insaisissables  
L'enfant courant vers moi  
je n'ose la serrer

si précieuse est sa grâce  
dans la vie  
qui me fuit

### Un oublié est si vite arrivé

*Les Passés Simples, une association créée cette année afin de publier ce que les maisons d'éditions laisseraient sûrement s'éteindre: la mémoire.*

Il était convaincant Marc sur le plateau de TLT en ce mois d'octobre. Invité pour présenter ce pari de quelques uns, que des textes populaires ne tombent pas en désuétude. Ils sont 8 personnes à vouloir que l'on ne fasse pas «table rase» de tout ce qui fonde un être humain. Des gens écrivent pour chasser l'ennui, pour garder le lien avec des amis, leur famille et tous ces textes mènent parfois à la compréhension d'une période, d'un parcours. Il y a ces passés d'ouvriers qui en disent long sur la rudesse du monde du travail, ces passés populaires qui fondent les rages, les colères, les individus. Toutes ces petites choses qui ne sont que rarement petites, quand on s'y intéresse avec passion. Le premier titre est ce livre de Gaby Etchebarne qui augure une production de qualité! Au moment même où des trust tentaculaires rachètent éditions, circuits de distributions et librairies, bref, que la mondialisation bat son plein, il est peut être fou de se lancer dans l'édi-

tion de tels ouvrages. Chacun à son niveau, avec ses armes, ses moyens, ses envies, peut résister, la preuve! Quel éditeur aujourd'hui désire publier le parcours d'une Basque jetant son voile de bonne sœur et partant pour la Palestine? Malgré tout l'intérêt de ces parcours de vies, ces pensées qui se forgent auprès des autres, ils sont autant de contre-pouvoir en gestation, donc passons les sous silence! Voilà pourquoi des initiatives comme «Les Passés Simples» sont des bols d'air pur dans une atmosphère étouffante d'uniformité.

Pour que cela vive, soyons lecteurs!

*Je marche à leurs côtés*  
Gaby Etchebarne  
Éditions Les Passés simples



Une vie qui se déroule à la recherche de la justice, de la liberté, du questionnement et de la prise de position, a de grandes chances d'être une existence enrichissante. Pour Gaby c'est le cas, elle livre avec toute l'honnê-

teté possible sa vision du monde et son parcours. Au pays Basque le choix est vite résumé pour une jeune fille issue d'une famille nombreuse: on entre dans les ordres! Ce que Gaby fera et quittera pour, encore une fois, se consacrer aux autres, avec la ferveur de celles qui refusent et pensent en êtres libres. Du pays Basque à la Palestine, en passant par le Laos, luttant avec les secrétaires d'un assureur toulousain, participant à la construction d'AC!, s'inscrivant dans un convoi humanitaire en partance pour la Bosnie, Gaby est de toutes les luttes qui lui paraissent justes. Aujourd'hui encore, depuis son quartier cerné de promoteurs, elle participe au combat des habitants. Un constant besoin du partage. C'est un ouvrage d'itinéraires, de rencontres qui donne l'espoir et qui laisse à penser qu'il ne faut jamais renoncer.

> Vaporetto

Pour tous contacts:

**Les Passés simples**

4 rue des Saules

31 400 Toulouse

tel: 05 61 25 73 71

fax: 05 61 61 22 88

Email: [passesimples@wanadoo.fr](mailto:passesimples@wanadoo.fr)

## LES MURS EN PARLENT



## POT DE VIN ET COPINAGE

### Anti patriarcat

Le numéro hors-série de *No Pasaran* sur l'Antipatriarcat est à lire et à faire lire absolument. C'est 80 pages d'un haut niveau de recherche et d'analyse, sur le retour de l'ordre moral et l'euphémisme de croire que les inégalités des hommes et des femmes sont culturelles. Au travers des chapitres comme : Des sexes construits, Homophobies, Violences, Exploitations et Lutttes, la revue met en lumière tous les éléments nécessaires à une vrai

lutte contre l'oppression des femmes et des homosexuels, elle ne se contente pas de la parité et des e enfermés dans des parenthèses. Et ce qui ne gâche rien une belle maquette. **Pour se le procurer:** SEL No Pasaran 21 ter rue Voltaire 75 011 Paris chèque à l'ordre d'Emancipation.



## UN AUTRE FUTUR

Alternative Libertaire Toulouse prend les ondes!

Un autre Futur! tous les vendredi de 19h à 20h, sur Radio Occitania 98.3 Une heure (un peu mais pas trop quand même) en bilingue français-occitan. Une émission politique d'information alternative aux médias consensuels, consacrée aux luttes sociales où qu'elles soient, ouverte aux autres tendances. Une «vraie» émission avec des reportages sur les lieux de mobilisation et même un peu plus loin, avec des invités en chair et en os... Un programme autogéré, libertaire et révolutionnaire, sans moyens financiers, mais qui fonctionne quand même. Bref une émission révoltante, qui garde le sourire, et que vous pouvez retrouver aussi sur le site [www.radio-occitania.com](http://www.radio-occitania.com)



## Alternative libertaire

Sommaire du N° 115

Pleins feux  
dédié de démocratie  
retraites, services public: passer à l'action  
retraites: redistribution des richesses  
éducation: contre le plan social du gouvernement  
décentralisation: plus d'Etat  
notre santé les intéresse...  
politique sécuritaire la mémoire courte  
tribune AL/LCR  
guerre: le double jeu de Chirac  
la marée était noire  
international: solidarité avec les réfractaires israéliens  
cote d'Ivoire: paix justice et vérité  
bons baisers de Gorzny  
G8: construire une mobilisation anti-capitaliste  
solidarité avec les libertaires brésiliens  
culture: Joe strummer, rebelle pour l'éternité  
le saigneur des anneaux



# Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement:  
pour 5 numéros: 15,25 €  
de soutien: 23 €

NOM: .....  
PRÉNOM: .....  
ADRESSE: .....



LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4

## SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE	
Nouvelle cuisine	2
PAS DE QUARTIER...	
L'arrière-cour de l'urbanisme	2
SAUCE MOUTARDE	
AZF-SNPE, le nucléaire, Golfech	4
CAPITOLE INFO	
Retour du conseil municipal	5
MÊME PAS PEUR	
Livraison à domicile	6
LA LONGUE MARCHÉ	
Marche des femmes	
des quartiers	10
LA RUE SANS JOIE	
Police partout	11
KABYLIE BLUES	
Le mouvement des Aarouchs	14
DOS AU MUR	
Palestine, sortir de l'impasse?	15
CHECK-POINT	
Vivre ensemble	16
JE VOUS FAIS UNE LETTRE	
Cher général	18
LIBER... TERRE	
Jusqu'à ces derniers mois	19

Directeur de publication:  
Patrick Leclerc

Équipe de rédaction:  
Françoise Brami, Juanito Marcos,  
Pierre Rouault, Robert Venezia.

Prix du numéro: 3 €  
Abonnement: 5 numéros: 15 €  
Abonnement de soutien: 20 €  
Boite postale: 4078 31029 Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire: en cours  
Ont été mis à contribution pour ce numéro: Bibas, Patrick, Romain, Henri, Nat et Saly, Vaporetto, Ravachefolle, Jean-Michel, Valmat, Georges Rivière, Ygal Bronner.  
Photos: Arnaud Dufaut, Loïc de Solidaires 31, Pensamiento (CGT espagnole), Bibas.  
Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.  
Imprimerie spéciale: Le Coquelicot